



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

# TOUT! est à nous

**Dossier**

**À quand un  
«coup de balai»  
contre la finance?**

**Pages 6 et 7**

n°191 – 18 avril 2013 – 1,20 €

www.npa2009.org

## Contre ce gouvernement du fric

# PRENONS

# LA RUE

# LE 1<sup>ER</sup> ET LE 5 MAI

*La crise économique, l'offensive du gouvernement et du patronat contre le monde du travail comme la crise politique provoquée par les aveux de Jérôme Cahuzac nécessitent une riposte sur le terrain social et politique. Le NPA appelle à participer massivement aux manifestations le 1<sup>er</sup> et le 5 mai.*

**L**a fraude fiscale atteint entre 60 et 80 milliards d'euros en France, soit près de 20% des recettes fiscales brutes. Ce qui représenterait le double des «économies» budgétaires inscrites dans la loi de finances 2013. De l'argent, il y en a! C'est la première chose que démontre cette affaire. Ce n'est pas à nous de payer! Au nom de quoi faudrait-il se résigner au chômage de masse, à l'amputation des salaires, des retraites et des allocations, au démantèlement des acquis

sociaux et des services publics? Plus que jamais, il est légitime de revendiquer des mesures d'urgence pour les salariéEs comme l'augmentation de tous les salaires de 300 euros, l'interdiction des licenciements et la baisse du temps de travail.

#### **Leur république**

François Hollande vantait «une république irréprochable» après que Sarkozy se fut revendiqué d'«une république exemplaire», il prétend maintenant

SUITE PAGE 2



## Agenda

**25 avril, projection-débat autour du film « La Saga des Conti », Elbeuf.** Avec, entre autres, Xavier Matthieu, Philippe Poutou. Au Ciné Mercure à 19h30.

**1<sup>er</sup> et 5 mai, manifestations**

**4-5 mai, week-end débats-formation du NPA Franche-Comté.** Au programme : Décroissance, Jaurès, appropriation des moyen de production... Renseignements : rachel.choix@wanadoo.fr

**11 mai, chaîne humaine contre l'Ayraulport de Notre-Dame-des-Landes.** Manifestation nationale à Notre-Dame-des-Landes contre le projet d'aéroport.



● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

moraliser la vie politique ! C'est un vœu pieux que de vouloir moraliser les politiciens professionnels et les institutions de la V<sup>e</sup> République, tout autant que de prétendre moraliser un système social fondé sur la rentabilité financière, la course au profit et les spéculations ! Ce système produit pour le servir des hommes politiques et des institutions à son image.

Comment y aurait-il une démocratie réelle tant que subsistent ces paradis fiscaux et leur corollaire, le secret bancaire ? Comment y aurait-il une réelle démocratie quand plus de la moitié des salariés gagnent un salaire net inférieur à 1700 euros, que 14% des ménages vivent avec moins de 1000 euros, que le chômage frappe plus de 5 millions de travailleurs, que la précarité se généralise, que près de 10 millions de personnes vivent avec moins de 900 euros par mois alors qu'à l'autre pôle s'accumulent d'immenses fortunes ?

### Notre démocratie

La démocratie, c'est l'égalité des droits, le pouvoir de contrôle pour la population mais aussi une autre répartition des richesses. C'est donc en premier lieu l'annulation de la dette, l'expropriation de ceux qui tirent les ficelles, les financiers, et la création d'un monopole public bancaire.

Une démocratie réelle ne s'arrêterait pas à la porte des entreprises, mais donnerait aux travailleurs les moyens de décider et de contrôler la marche de leur entreprise, de l'économie, de la société et de l'État. Une démocratie réelle n'est pas l'affaire de professionnels de la politique : un élu ne devrait assumer qu'un seul mandat à la fois et pas plus de deux ou trois mandats au cours sa vie pour reprendre son travail et laisser la place à d'autres. Il ne devrait pas gagner plus que salaire moyen de la population et être révocable.

Pour sortir de cette crise économique et politique, il n'y a pas d'autre voie que l'intervention directe



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

des travailleurs, de la population sur le terrain politique pour conquérir la démocratie et imposer leurs droits sociaux et politiques. Ce gouvernement de riches au service des patrons n'est pas le nôtre. Il est plus que temps qu'une opposition de gauche au gouvernement se regroupe, se construise, et offre une alternative aux partis de l'alternance et de l'austérité.

### Ne pas subir ni capituler, se battre !

Nos raisons de manifester sont totalement et diamétralement opposées à celles des réactionnaires et des homophobes qui combattent l'égalité des droits et le mariage pour toutes et tous. La droite la plus réactionnaire, l'extrême droite sont à l'offensive. La droite et l'extrême droite multiplient, sous couvert du collectif « Manif pour tous », les

opérations coup de poing, les rassemblements et les violences homophobes. Face à leurs provocations, plus que jamais il ne faut rien céder dans la lutte contre le fascisme, le racisme et l'homophobie. Jean-Luc Mélenchon a pris l'initiative d'appeler à manifester le 5 mai pour une VI<sup>e</sup> République. Nous ne partageons pas son objectif, mais nous voulons contribuer au plus large rassemblement possible avec toutes celles et ceux qui, à gauche, ne veulent ni subir ni capituler devant le gouvernement et les puissances de l'argent qu'il sert. Le NPA appelle à manifester le 1<sup>er</sup> et le 5 mai pour mettre en échec la politique du gouvernement et défendre la perspective d'une démocratie réelle, par en bas, qui mette les financiers et leurs amis politiciens hors d'état de nuire.

**Extraits de la déclaration du NPA du mardi 16 avril**

## regards

Propos recueillis par Antoine Chauvel

# Argentine : une alliance anti-impérialistes et antilibérales pour reprendre l'offensive

**Entretien.** Alejandro Bodart est député du Mouvement socialiste des travailleurs (MST) d'Argentine. Arrivé deuxième aux élections avec 25% des voix, il siège à la legislatura de la ville de Buenos Aires. Il y représente une alliance de plusieurs forces anti-impérialistes dans un regroupement appelé Proyecto Sur. Le MST est observateur permanent au secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale au même titre que le NPA.

**La tonalité du discours à la nation de Kirchner à l'ouverture de la session parlementaire fédérale était très antilibérale ? Quelle est votre analyse de la politique de Kirchner ?**

En Argentine, depuis la crise de 2001, il n'existe pas réellement d'espace pour un discours qui ne soit pas dans une tonalité antilibérale et anti-impérialiste. La bourgeoisie s'est donc adaptée au nouveau rapport de forces local et Kirchner, qui est issue du même parti que tous les responsables de la crise de 2001, le parti péroniste, a changé son discours du tout au tout. Elle est arrivée au pouvoir avec l'appui de la bureaucratie syndicale, complètement corrompue et inféodée au péronisme, qui n'a pas participé aux mobilisations de 2001. Depuis dix ans, elle a réussi par cooptation et corruption à récupérer plusieurs composantes importantes du mouvement social comme les mères de la Place de Mai ou une partie du mouvement pour l'égalité des droits, de façon à faire taire la contestation. Par ailleurs, contrairement au Venezuela ou à la Bolivie, il n'y a eu aucun changement de structure dans le pays, y compris dans la représentation politique. Plutôt que le discours, il est donc fondamental de s'intéresser aux actes. Des lois qui

prétendaient s'attaquer à l'impérialisme, au capitalisme, n'ont en réalité rien changé du tout. La loi qui est censé avoir nationalisé l'industrie pétrolière, n'en a en fait nationalisé que 51% de l'entreprise YPF, qui représente 30% du secteur... On est loin d'un coup porté au capitalisme ! Kirchner pratique en permanence un populisme éhonté, n'hésitant pas à récupérer à son compte la lutte pour la reconnaissance des crimes de la dictature, prétendant s'attaquer à une oligarchie dont elle fait en réalité partie.

**Face à cela, quelle est la politique développée par le MST ?**

Depuis plusieurs années, le choix stratégique du MST a été de reconstruire à la gauche de Kirchner sur des bases larges. Nous considérons en effet que, dans la période, une alliance sur des bases anti-impérialistes et antilibérales sont la meilleure solution pour répondre aussi bien aux attaques du capitalisme qu'à la nécessité de reprendre l'offensive.

Ainsi, nous faisons alliance avec Pino Solada qui est le symbole de celles et ceux qui ont choisi de rompre par la gauche avec le kirchnerisme sans pour autant s'affirmer comme anticapitaliste ou révolutionnaire. Notre priorité

est d'être connecté avec les mouvements de masse et gagner de l'audience pour peser électoralement et dans les luttes afin de reprendre l'offensive.

**Et donc quelles sont vos campagnes ?**

Nous portons cinq principaux combats. Il y a d'abord les luttes écologiques principalement autour des projets de mines géantes et de l'extraction des gaz de schiste. Véritable scandale écologique et économique, nous sommes partie prenante d'une campagne où notre slogan est « notre eau vaut plus que votre or ». Ensuite, il y a une grande lutte sur le développement du transport ferroviaire, sur la reconstruction et le développement de ce mode de transport qui a été complètement détruit par les politiques libérales de Menem dans les années 90. Nous nous battons également contre l'impérialisme et pour l'indépendance énergétique en réclamant notamment la nationalisation et le contrôle total de nos ressources naturelles qui ne doivent appartenir ni aux entreprises étrangères ni à l'oligarchie argentine extrêmement présente dans le secteur agricole qui représente à lui seul 50% des exportations argentines. Pour faire face à la crise économique avec une inflation d'environ 30% par an à laquelle le gouvernement n'apporte pas de réponse, nous menons de campagnes sur les salaires et le niveau de vie. Enfin, un de nos axes fondamentaux de lutte consiste à acquérir de nouveaux droits démocratiques, se battre contre la corruption, et à obtenir la vérité mais surtout la justice sur les crimes commis pendant la dictature.

**Quels sont les objectifs concrets pour le MST et Proyecto Sur dans les mois à venir ?**

Clairement, nous pensons pouvoir devenir une alternative au kirchnerisme. Sur le plan électoral, nous pensons pouvoir contester son hégémonie actuelle. Loin d'être un obstacle, les différences qui s'expriment dans notre regroupement sont une force si elles restent centrées autour d'un programme de rupture. Le développement de notre alliance et, en son sein, de notre parti est donc essentiel pour redonner l'espoir aux masses qu'un changement, qu'une alternative est possible.



AUSTÉRITÉ

# Les ministres en débattent, nous on la combat !

Les conséquences de l'affaire Cahuzac n'en finissent plus pour le gouvernement Hollande-Ayrault. Après les questions démocratiques, l'affaire a ouvert un débat sur l'opportunité et l'efficacité de la politique d'austérité du gouvernement.

Ce débat a été opportunément ouvert à l'intérieur même du gouvernement par trois ministres, Montebourg, Duflot et Hamon, qui se positionnent en faveur d'une autre politique économique. Une grande première car, jusqu'à aujourd'hui, aucune critique sur l'orientation économique n'avait été émise et encore moins au sein même du gouvernement. Seul Montebourg avait déjà osé hausser le ton par rapport à Florange, tout en acceptant et avalisant la politique d'austérité, les 20 milliards donnés au nom de la compétitivité aux entreprises sans aucune contrepartie, ou encore le bien mal nommé accord national dit de «sécurisation de l'emploi». Bref des ministres qui ont défendu jusqu'à présent en toute solidarité l'ensemble de la politique du gouvernement auquel ils appartiennent.

**Des ministres se lâchent...**

En moins de 24 heures, ces trois ministres sont sortis du bois la semaine dernière pour dire du mal, avec une très grande prudence, de la politique d'austérité du gouvernement. C'est le ministre du Redressement productif qui, dans une interview au journal *le Monde*, a commencé, fustigeant la politique d'austérité... «imposée par l'Europe». Il accuse l'Europe et en particulier les Allemands et Merkel, mais n'émet aucune condamnation claire et nette de la politique économique menée en France... ce qui lui permet ainsi d'exonérer de ses responsabilités l'orientation du gouvernement et donc d'y rester ! Puis ce fut le tour de la ministre du logement, Cécile Duflot, dans une interview à *Mediapart*, de dénoncer «le coup de rabot». Enfin, Hamon qui défend l'idée au micro de RMC que le

gouvernement n'est pas responsable de la politique d'austérité mise en œuvre, mais qu'elle était appliquée en Europe «sous la pression de la droite allemande», propos réaffirmé une nouvelle fois dans *le Parisien* : «L'austérité (appliquée) en Europe (...) peut nous conduire dans une impasse et à une France low-cost». Face à ces critiques timorées, Hollande a été clair : «Aucun ministre ne peut remettre en cause la politique qui est conduite, qui n'est pas l'austérité» et même d'ajouter que «la politique que je conduis est celle qui permet d'éviter l'austérité». En un mot, on maintient le cap !

**Affronter notre gouvernement**

Mais le mécontentement de la politique menée dépasse largement ce triumvirat ministériel. Reflet du discrédit vitesse grand V dont souffre

ce gouvernement, il est aussi présent chez bien des députés et au sein même du Parti socialiste. Un mécontentement tellement important que certains ont cru que le texte de la direction du PS serait minoritaire lors du conseil national du parti le week-end dernier. Il a fallu que certains récalcitrants, en particulier du courant Hamon, rentrent dans le rang pour éviter la berezina...

Il ne faut pas tourner autour du pot, et toutes les critiques, voilées ou non, ne permettront pas de faire l'économie de la question centrale : combattre le monde de la finance ou se soumettre ? Porter le fer contre la domination de l'argent, des relations avec les milieux affairistes et financiers, ou la subir ? Aujourd'hui, aussi bien les trois ministres récalcitrants que la majorité des députés ont acté le fait de s'y soumettre, en continuant de

voter des lois de régression sociale, entre autres la récente loi dite de «sécurisation de l'emploi». Nous sommes confrontés à une offensive générale du gouvernement qui ne cesse d'accroître les politiques d'austérité, et faire porter la responsabilité sur Merkel et les «allemands» est un enfumage, s'appuyant sur le chauvinisme le plus réactionnaire. L'austérité, c'est la marque de fabrique bien nationale de ce gouvernement et de l'ensemble de ses ministres, ici comme au niveau européen. Ainsi, pour choisir de pressurer de façon odieuse le peuple chypriote, les socialistes français étaient bien de la partie ! Comme quoi, le problème n'est pas de changer la gauche, c'est bien de changer de gauche... Pour une gauche de combat !

Sandra Demarcq



Par Yvan Lemaitre

## MARIONNETTES ET STRATÉGIE DES TENSIONS

«Hollande veut du sang ? Il en aura ! Nous vivons dans une dictature» déclarait Frigide Barjot tandis que Christine Boutin évoquait purement et simplement «une situation de guerre civile», après le vote par le Sénat du projet de loi sur le mariage pour toutes et tous. Tout au long du week-end dernier, la mouvance qui se prétend «le printemps français», bien triste et ridicule printemps où se mêlent les cathos intégristes, le GUD et autres groupuscules de voyous, se sont mobilisés au nom de l'homophobie, étalant ainsi leur misère morale et intellectuelle. Et les lâches agressions verbales ou physiques envers les homosexuels se sont multipliées. Habités sans doute par leur «mission divine» et dépassés par leur propre succès auprès des bas-fonds réactionnaires de cette société, Barjot et ses amis s'engouffrent dans une escalade en jouant des difficultés politiques d'un gouvernement discrédité tant par sa politique que par ses mensonges. Une stratégie des tensions initiée par une droite qui cherche à sortir de son propre discrédit et tire les ficelles. Jean-François Copé s'est mis au diapason jouant les sainte-nitouche pour condamner «les violences et les dérives» tout en les encourageant. Il dénonce le gouvernement qui «prend une grave responsabilité en ayant systématiquement méprisé le débat avec les Français et en faisant ce coup de force parlementaire qui conduit forcément à aggraver les tensions». Il voudrait se faire le fédérateur des mécontentements : «Je demande formellement aujourd'hui à Jean-Marc Ayrault d'entendre la colère des Français, de suspendre la discussion de ce texte sur le mariage pour tous et de ne s'occuper que d'une seule chose, la lutte contre le chômage.» Il reprend à son compte la politique de Marine Le Pen qui attend en embuscade pour récolter les fruits semés par l'UMP... Il y a urgence à ce que les travailleurs interviennent tant sur le terrain social que politique, avec leurs propres armes, pour construire une opposition à ce gouvernement et balayer les réacs de droite ou d'extrême droite, leurs pires ennemis, pour conquérir de nouveaux droits démocratiques et sociaux.

## MORALISATION DE LA VIE POLITIQUE

# « Que tout change pour que rien ne change »

Les annonces faites mercredi 10 avril par Hollande lui-même sur la moralisation de la vie politique et la lutte contre l'évasion fiscale ne changeront rien. Elles visent essentiellement à jeter l'opprobre sur ceux qui se sont fait prendre la main dans le sac afin de maintenir les juteuses affaires des autres !

La publication du patrimoine des ministres révèle que huit d'entre eux sont millionnaires et que la plupart des autres possèdent aussi une quantité de biens impressionnante. Comment pourraient-ils prétendre représenter les chômeurEs, les salariéEs dont la moitié gagne moins de 1 700 euros mensuels, ou les 10 millions d'entre nous qui vivent avec moins de 900 euros par mois !

Déjà, en 1871, le comité central de la Garde nationale de la Commune déclarait : «Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous représenteront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant votre propre vie, souffrant des mêmes maux.»

Alors la transparence des patrimoines des ministres

est bien un écran de fumée. Nous avons besoin de mesures radicales : la déprofessionnalisation de la fonction politique, qui passe par la limitation à deux mandats dans toute une vie, le non cumul, un salaire égal au salaire médian, et la possible révocabilité.

**Mon ami c'est la finance...**

Est aussi annoncée à grand bruit la création d'un super parquet financier. Selon l'ensemble des syndicats, les mesures proposées sont inutiles. Des juridictions régionales existent déjà. Il leur faudrait plus de personnel : le nombre de magistrats du pôle financier parisien est par exemple passé de treize à huit alors que le nombre d'évasions fiscales n'a pas diminué. Un parquet national

créerait un rouage supplémentaire, compliquant encore la tâche déjà complexe des magistrats chargés des enquêtes. Pour pouvoir aller jusqu'au bout, c'est-à-dire réprimer et empêcher la fraude fiscale, les syndicats de magistrats demandent depuis des années la séparation totale de la justice financière de l'exécutif politique. Pour ne pas être obligé par exemple d'avoir l'autorisation du ministre du budget pour lancer une enquête fiscale...

Enfin il y a la publication de la liste des paradis fiscaux. Pourtant celle-ci existe déjà depuis 2009 et rien n'a changé : il y a toujours quatorze paradis fiscaux rien que dans l'Union européenne ! Imposer un devoir d'information dès qu'un Européen ouvre un compte dans un

autre pays que le sien n'est évidemment pas à la hauteur de l'enjeu.

Nous devons continuer d'exiger la fermeture des paradis fiscaux, la levée du secret bancaire, l'expropriation des banques corrompues et la création d'un monopole public bancaire. Dans un premier temps, la récupération de cette richesse volée permettrait l'annulation de la dette publique de tous les pays européens. Et puis, il faut une autre politique fiscale : un impôt progressif sur tous les revenus, une harmonisation fiscale européenne et sociale qui éviterait le dumping européen. Tout le contraire de la liberté de circulations des capitaux et de la concurrence libre et non faussée.

Roseline Vachetta

## NORD PAS-DE-CALAIS À qui profitent les affaires du PS ?

Six mois de prison avec sursis et 70 000 euros d'amende ont été requis la semaine dernière contre Jean-Pierre Kucheida, « le baron du bassin minier » et ancien député-maire socialiste de Liévin.

Le chef d'accusation est « abus de biens sociaux » en tant que président de la Soginorpa, le bailleur social gestionnaire d'anciens logements miniers. Ce n'est que le premier des quatre procès qui attendent Kucheida, accusé aussi de financement occulte de la section PS de Liévin (la plus grosse section de la puissante fédération du Pas-de-Calais) ou de l'attribution de marchés publics, notamment à une société gérée par son fils. L'affairisme gangrène la vie politique locale : bijoux, virées à Abou Dhabi dans le Falcon de Serge Dassault, repas gastronomiques avec des maires PS ou UMP... Le tout au nom de la valorisation de logements sociaux ! Des pratiques qui ont amené le procureur à parler d'un « vol chic, un vol de bourgeois sans violence, presque imperceptible. »

### Des règlements de compte ?

Les scandales à répétition qui éclaboussent depuis des années la fédération PS du Pas-de-Calais, le dégoût suscité, ont nourri le FN. Le 27 mai prochain s'ouvrira le procès de Gérard Dalongeville, ancien maire d'Hénin-Beaumont, l'actuel fief de Marine Le Pen, accusé avec vingt autres personnes de « détournements de fonds publics », « faux et usage de faux » et « favoritisme ». Dalongeville a demandé l'audition de François Hollande, à l'époque premier secrétaire du PS, tandis que Kucheida dénonce une machination et accuse Martine Aubry « de se venger de sa défaite aux primaires socialistes ». Ils refusent de porter seuls le chapeau et voudraient même se transformer en chevaliers blancs de la lutte contre la corruption... Après « Rose mafia » où il décrivait le « système de corruption organisé par les élus socialistes » dans le Pas-de-Calais, Dalongeville sort cette semaine son nouveau livre « PS je t'aime moi non plus » sous-titré « quand les affaires rattrapent la gauche ». Ce fils spirituel de Kucheida, qui a annoncé sa candidature aux municipales de 2014, semble prêt à tout balancer pour retrouver « son » fauteuil de maire d'Hénin-Beaumont. Quitte à ouvrir un boulevard à l'extrême droite.

Jans Pauwels



Cette proposition a jeté au départ le trouble dans les rangs du PCF, peu enclin à se lancer ainsi dans une manifestation anti-gouvernementale aux relents « populistes ». C'est André Chassaigne, président du groupe FdG à l'Assemblée nationale, qui lui a répondu par un oui très conditionnel : « si le contenu de la manifestation est celui d'un changement de cap de la politique présidentielle mais absolument pas pour faire monter des idées populistes ». Une polémique reprise par Pierre Laurent expliquant

qu'il préférerait au « coup de balai un coup de braquet ».

Enfin, une lettre de la direction du PCF a été envoyée à toutes les fédérations pour leur annoncer que la campagne présidentielle avec Mélenchon avait dépassé de 527 000 euros la somme remboursée par le gouvernement et que l'ex-candidat refusait de contribuer à son paiement, malgré l'accord initial signé par toutes les composantes. Le PC va être obligé de tout payer mais, « il n'est sans doute pas inutile que

## FRONT DE GAUCHE Le balai ou le braquet ?

Vendredi 5 avril, Jean-Luc Mélenchon a lancé – seul et sans consulter quiconque – un appel « pour une marche citoyenne, le 5 mai, pour la VI<sup>e</sup> République, pour que le peuple s'empare par une Constituante du grand coup de balai qu'il faut donner pour purifier cette atmosphère politique ».

### Tensions locales

Ce début de polémique, vite et momentanément cachée, reflète un débat plus important qui secoue le Front de gauche. À la veille des municipales, les crises locales se multiplient. À Toulouse, c'est pour le moment quasiment la rupture publique entre un PCF qui est dans la majorité sortante et qui veut participer à une liste de la gauche unie avec le PS, et les autres composantes du FdG qui s'y opposent. À Paris, c'est un élu et dirigeant communiste, Alain Lhostis, qui annonce déjà qu'il soutiendra la candidate Anne Hidalgo car « elle a l'ambition de rassembler toute la gauche et les forces de progrès ». Au conseil général de Seine-Saint-Denis dirigé par le PS, quatre élus du PCF ont voté le budget alors que la majorité des élus Front de gauche ont voté contre... tous déclarant le lendemain qu'« ils sont toujours dans la majorité ».

Sur le fond, ils restent très proches, même si la base sociale du PC reste plus populaire. Ce sont des directions réformistes qui n'envisagent essentiellement le « changement » que par les élections, une nouvelle Constitution, bref à travers les institutions, sans parler des accents patriotiques et cocardiers qui leur sont communs. Il faut donc désormais arriver à entraîner dans une véritable lutte anticapitaliste tous ces camarades, par des débats et des actions communes, en montrant qu'on ne peut pas être « opposants au gouvernement sans être dans l'opposition ».

chacunE fasse part à nos partenaires – à tous les niveaux – de cet état de fait et de la réaction des communistes ».

### Si loin, si proche...

Tous ces débats concernent des camarades avec qui nous nous retrouvons souvent dans les luttes. La direction du PC est à la fois sous la pression d'une partie de sa base, de la gauche révolutionnaire et des discours « radicaux » de Mélenchon. Mais elle ne veut en aucun cas rompre avec le PS qui lui assure en grande partie l'élection de ses 8000 éluEs. Pour Mélenchon qui n'a quasiment pas d'élus, l'essentiel est d'arriver à drainer une partie de la révolte sociale et politique. Sur le fond, ils restent très proches, même si la base sociale du PC reste plus populaire. Ce sont des directions réformistes qui n'envisagent essentiellement le « changement » que par les élections, une nouvelle Constitution, bref à travers les institutions, sans parler des accents patriotiques et cocardiers qui leur sont communs. Il faut donc désormais arriver à entraîner dans une véritable lutte anticapitaliste tous ces camarades, par des débats et des actions communes, en montrant qu'on ne peut pas être « opposants au gouvernement sans être dans l'opposition ».

Alain Krivine

## ACCORD EMPLOI

### Ils ont voté... et puis après ?

Mardi 9 avril, alors que se déroulait à proximité la manifestation parisienne, les députés ont donc voté la transposition de l'accord Medef-CFDT, à peine toiletté du motif de licenciement pour « raisons personnelles » qui menaçait de toute façon d'être dézingué devant les tribunaux.

Le vote des députés de droite est clair : ils se sont abstenus pour laisser passer cette loi qui n'est que la poursuite des attaques des gouvernements précédents contre les droits du monde du travail. Ils n'ont même pas fait mine de s'opposer. Pour eux, c'est pain béni : la « gauche » fait le sale boulot et plutôt pas mal du point de vue des patrons.

Du côté des salariéEs, les rassemblements étaient encore moins fournis que ceux du 5 mars, l'absence de perspectives fixées par les directions syndicales ayant du mal à motiver pour se mobiliser. Il ressortait des déclarations de Mailly de FO et de Le Paon, le nouveau secrétaire de la CGT, le sentiment qu'ils actaient le rapport de forces. Personne pour faire remarquer que les parasites, défenseurs de la famille traditionnelle, homophobes et sexistes, sont eux capables de se mobiliser, même après le vote de la loi, parce qu'ils ne « veulent rien lâcher », nous piquant même au passage le slogan... On se dit que si le monde du travail pouvait manifester la même

détermination pour empêcher la casse du Code du travail, le gouvernement serait bien plus mal !

### De la colère à l'opposition...

Pour cela, il est indispensable de ne se sentir aucun fil à la patte. C'est-à-dire se penser et agir clairement comme l'opposition à ce gouvernement, pour le combattre tant qu'il ne remballer pas ses projets. Il faudrait aussi faire le lien entre la colère contre les mensonges des ministres, la réalité, certes connue mais maintenant éclatante, de ce personnel politique qui fait partie ou est lié aux grandes fortunes, et les lois qu'ils votent. Bref, ce qui se discute dans les ateliers et les bureaux mais qui n'apparaissait pas dans les slogans de la manifestation parisienne.

Pour revendiquer l'abrogation de cette loi, il reste à construire une mobilisation qui multiplie ce que les grévistes de PSA ont fait samedi 13 avril, s'invitant au conseil national du PS pour leur demander des comptes sur leur politique.

Cathy Billard

## LE PEN Une sacrée famille

La crise politique, avivée par un activisme tous azimuts de leurs amis identitaires, cathos intégristes ou des jeunesses nationalistes, leur augurait une fin avril dorée comme l'aube, à engranger tranquillement la rente électorale et organisationnelle de cette situation... Pourtant les Le Pen se retrouvent sous les feux de l'actualité, éclaboussés eux aussi par les « affaires » et les fréquentations sulfureuses.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT

Ce fut tout d'abord la petite dernière, Marion Le Pen Maréchal – nous voilà – qui ouvrait le bal, avec la publication d'une photo prise lors de la fête du quarantième anniversaire du FN où elle pose en compagnie de fascistes de la pire espèce, dont Baptiste Coquelle et Edouard Klein, membres connus du GUD, groupe paramilitaire tristement célèbre. Baptiste Coquelle qui, sur une autre photo, n'avait pas hésité à

poser casque SS visé sur la tête et faisant le salut nazi devant un drapeau frappé de la croix celtique. Niant l'évidence, avec son atavique aplomb, la donzelle depuis répète en boucle « Je ne suis pas d'extrême droite ». Sa tante, Marine, n'avait, elle non plus, pas hésité à nier l'évidence de cette proximité idéologique, en se rendant à Vienne l'an passé à l'invitation du parti d'extrême droite FPÖ pour un « bal pangermaniste ».

### Mains sales...

Mais « l'image de marque » de la famille, fortement écorchée, en a encore pris un coup avec la publication sur le site *Mediapart*, d'éléments troublants sur la gestion du patrimoine du riche patriarce lui-même. Hors de lui, Jean-Marie Le Pen, qui s'était fait oublié depuis quelque temps, donnait une conférence de presse au cours de laquelle il fustigeait, fidèle à son habitude, les « journalistes Kgbistes » qui ont osé faire leur travail. L'enquête continue, mais il est déjà établi que le trésorier de l'association de financement du FN, Cotelec, a par le passé monté plusieurs sociétés offshore pour le compte des frontistes. Quant à la fortune personnelle de Le Pen, il est avéré que le manoir de Montretout (le mal nommé) a été fort habilement mis sous le régime d'une SCI (société civile immobilière) permettant à son propriétaire d'échapper en grande partie à l'impôt sur la fortune... Pris eux aussi la main dans le pot de confiture, les Le Pen pourront à l'avenir difficilement tenir leur devise « mains propres et tête haute ».

Les anticapitalistes sauront rafraîchir les mémoires défaillantes de leurs partisans.

Alain Pojolat

VENEZUELA

# Victoire serrée du candidat bolivarien

Dimanche 14 avril, Nicolas Maduro a été élu président de la République bolivarienne du Venezuela avec un peu moins de 51 % des suffrages et, seulement 230 000 voix d'avance sur son opposant de droite Henrique Capriles. Il succède ainsi à Hugo Chávez, qui l'avait désigné comme son remplaçant, à quelques semaines de son décès.

Il s'agit ainsi de la 17<sup>e</sup> victoire électorale (sur 18) du chavisme en 14 ans de processus bolivarien. Cependant, entre l'élection du 7 octobre 2012 où Chávez avait gagné avec plus de 11 points d'écart et celle du 14 avril 2013, le camp présidentiel a perdu près de 700 000 voix alors que l'opposition en a gagné à peu près autant. Et l'abstention progresse de deux points.

## Comprendre les difficultés

Plusieurs raisons à ce tassement. D'abord la campagne elle-même, où l'opposition a utilisé la disparition de Chávez et les conditions de sa succession pour délégitimer Maduro. Présenté comme usurpateur, elle a martelé ne pas reconnaître sa désignation. Dès la victoire de son concurrent connue, Capriles a refusé de s'engager à respecter les résultats des élections, largement aidé par l'ensemble des médias internationaux et les principales chaînes de télévision et de journaux du pays.

La deuxième raison est la personnalisation de la campagne. Maduro n'est pas Chávez. Si le président défunt gagnait haut la main les élections, c'était certes sur son bilan, mais aussi grâce à son charisme populaire. Il est un ancien syndicaliste du métrobus de Caracas et un ex-militant de la Liga Socialista (une organisation légale liée au mouvement de guérilla Frente Guerrillero Antonio José de Sucre, qui a intégré le PSUV, le parti de Chávez, à sa création en 2007), mais le nouveau président est avant tout celui qui était dans l'ombre de Chávez.

Enfin, il y a la résurgence des nombreuses questions sociales, politiques et économiques non résolues. Dès les élections d'octobre 2012, de nombreuses voix se sont élevées pour expliquer que l'urgence était d'accélérer le processus en cours en relançant les réformes sociales, mais aussi en prenant à bras le corps la question du changement radical de modèle économique. Or, cela implique de s'affronter directement à tous ceux qui se sont enrichis au cours de la dernière décennie par leur fonction au sein de l'État et du parti.

Ce n'est donc pas un hasard si quelques jours avant les élections s'est constitué un bloc de gauche intitulé «Plateforme Patrie Socialiste» regroupant intellectuels, syndicalistes, organisations sociales, dans le but de tirer la campagne électorale du



REUTERS/CARLOS GARCIA RAWLINS

chavisme vers la gauche. Ils revendiquent la consolidation des mouvements sociaux et leur autonomie vis-à-vis du pouvoir, en s'appuyant sur le programme électoral de Chávez de 2012.

## Et maintenant ?

Aidé par les pays impérialistes, Capriles est décidé à radicaliser l'opposition contre la légitimité de la victoire de Maduro. Le seul moyen de contrer cette politique est de s'adresser à la majorité sociale du pays qui a besoin de l'élargissement des conquêtes sociales, d'une amélioration des services publics, d'un approfondissement de la démocratie politique mais aussi des formes de pouvoir populaire dans les villes, les entreprises et à l'intérieur du pays. L'approfondissement de la participation populaire au processus signifierait un transfert immédiat de pouvoir réel vers les conseils communaux, en leur donnant les moyens de décider.

La mise en œuvre d'une politique économique anticapitaliste passerait alors par des mesures

immédiates comme socialiser les banques dans un grand pôle public, organiser un audit sur la question de la dette externe, imposer le contrôle ouvrier dans toutes les entreprises, etc. Enfin, il est indispensable de définir enfin le «Nouveau Modèle Productif» dont parle le gouvernement. Pour y parvenir, le combat contre la bureaucratie et la bourgeoisie, qu'elles soient «classique» ou «bolivarienne», devient central. Au sein du PSUV, mais aussi à l'extérieur, des milliers de militants et participants aux luttes et aux mouvements sociaux sont disponibles. L'enjeu des mois à venir sera de les regrouper de manière autonome.

Dans un tel processus ouvert de changement social, le NPA ne peut rester indifférent. Nous nous opposons à tous ceux qui veulent revenir en arrière et détruire les conquêtes arrachées depuis 1999. En France, cela signifie notamment combattre la désinformation organisée par les médias et toutes les velléités des pays impérialistes pour imposer un retour en arrière.

**Patrick Guillaudat et Franck Gaudichaud**

# CHOUCHA (TUNISIE) Réfugiés et déterminés

Fin mars à Tunis, la plupart des participantEs du Forum social mondial (FSM) ont dû voir à un moment ou un autre les réfugiés de Choucha. Venus de Choucha, un camp situé à la frontière tuniso-libyenne, ceux-ci étaient fortement présents pour attirer l'attention du monde sur leur combat.

Le combat n'a pas cessé depuis la fin du FSM. 41 réfugiés ont entamé une grève de la faim à Tunis devant les locaux du HCR (commissariat des Nations unies pour les réfugiés), et au moins sept participants ont dû être hospitalisés. Le nom de Choucha a commencé à être connu au printemps 2011, quand des centaines de milliers de travailleurs immigrés ont fui la Libye en guerre. Beaucoup passèrent par le champ de Choucha, dont la majorité ont été plus ou moins rapidement rapatriés vers leurs pays d'origine. Y sont restés celles et ceux pour qui cela était impossible. Des réfugiés risquant leur vie en cas de retour, ou par exemple originaires de Somalie, du Soudan, de l'Érythrée. Certains ont été intégrés dans des programmes de «réinstallation» sous l'égide du HCR.

## «Abandonnés dans le désert»

Aujourd'hui, on trouve deux groupes dans le camp. D'un côté, environ 400 réfugiés qui se sont vu reconnaître le statut de réfugié (Convention de Genève) par l'HCR, mais à qui on refuse une «réinstallation» dans un autre pays. On leur oppose le fait qu'ils seraient arrivés «trop tard» à Choucha, la procédure étant close. La Tunisie ne connaissant pas de statut de protection des réfugiés, ils souhaitent être réinstallés, que ce soit en Europe ou dans un autre pays africain. Par ailleurs, environ 220 réfugiés se sont vu refuser le statut de réfugié, souvent suite à des procédures bâclées. La direction du camp, sous le contrôle de l'armée tunisienne qui veut le fermer au 1<sup>er</sup> juillet, fait tout pour diviser ces deux groupes.

Le 11 avril, une journée de solidarité internationale pour ces réfugiés a eu lieu, avec des actions à Tunis, à Berlin, La Haye, Paris et à Rabat, souvent devant les bureaux locaux du HCR. Pour faire aboutir les revendications des réfugiés de Choucha, qui luttent pour leur dignité et afin de ne pas être «abandonnés dans le désert» – comme ils l'ont formulé dans un tract distribué lors du FSM –, il faut continuer et élargir cette campagne, en y associant des forces tunisienne, européenne et africaine.

**Bertold du Ryon**

THATCHER

# Aux origines du projet néolibéral

Depuis la mort de Margaret Thatcher, il a été beaucoup question dans les médias de son rôle déterminant dans la transformation néolibérale du monde. Mais pourquoi et comment cette «révolution» a-t-elle eu lieu ?

On mentionne souvent la formation intellectuelle de Thatcher, son admiration pour Friedrich Hayek et Milton Friedman. Ces deux penseurs prônaient un retour aux thèses libérales du «laissez faire» dominantes aux débuts du capitalisme où la «main invisible» du marché aurait permis la régulation du système. Ces thèses semblaient définitivement enterrées en 1929, incapables de prévoir l'énorme crise du capitalisme et encore moins de fournir une solution. Par la suite ce seront les thèses de l'économiste J.M. Keynes qui auront la faveur des capitalistes. Le

long boom économique d'après-guerre des Trente glorieuses, avec une plus forte intervention de l'État dans l'économie dont de nombreuses nationalisations, semblera leur donner raison. Pourtant, le ralentissement de l'économie et la baisse des profits à la fin des années 1960 puis la crise «pétrolière» de 1974 ont montré que les politiques keynésiennes étaient incapables d'éviter la crise – en fait – structurelle du capitalisme. C'est alors qu'en Grande-Bretagne la classe dominante se trouva confrontée à deux «problèmes» qui sont le produit direct des années de boom. Pendant cette période

de profits élevés et de plein emploi, les patrons d'entreprise ont souvent préféré céder aux revendications des salariés, qui du coup ont gagné énormément en confiance et en organisation. D'autre part, dans cette période d'expansion il y avait des profits à faire pour tout le monde, y compris pour les entreprises les moins performantes. Manque d'investissements, mouvement ouvrier fort, inflation galopante, la Grande-Bretagne devient pour les capitalistes «l'homme malade de l'Europe».

## Écraser les résistances

Les gouvernements travaillistes puis conservateurs ont cherché à rétablir les profits en s'attaquant aux conditions de travail et aux salaires. Mais à chaque fois ces tentatives ont été balayées par un mouvement ouvrier puissant, et en 1974 c'est le gouvernement conservateur

lui-même qui fut balayé dans une confrontation directe avec les mineurs en grève nationale. C'est alors que la classe capitaliste britannique se tourne vers Thatcher et ses solutions bien plus radicales, restées jusqu'alors très marginales dans le Parti conservateur. Élu leader du parti (dans l'opposition) en 1975, elle devient Premier ministre en 1979 et commence sa longue bataille pour casser le mouvement ouvrier et appliquer sa médecine néolibérale. Les premières années sont faites d'avancées mesurées et de reculs tactiques quand nécessaires, mais le cap est fixé. Après avoir battu, l'un après l'autre, les secteurs plus faibles, elle s'attaque au bastion du mouvement ouvrier, les mineurs de charbon. En 1985, après un an de grève, les mineurs sont écrasés et cette défaite historique sera suivie d'une cascade de privatisations, de lois antisyndicales et

de fermetures d'entreprises considérées comme autant de «canards boiteux». Les dégâts en termes humains furent absolument énormes et, malgré la défaite des conservateurs en 1997, le mal était fait. Au lieu de revenir sur les immenses reculs des 18 années précédentes, les travaillistes avec Tony Blair, un converti au néolibéralisme, ont repris le flambeau et n'ont fait que continuer le sale boulot. Thatcher a peut-être été la première mais elle a fait beaucoup d'émules partout dans le monde : aux États-Unis avec Ronald Reagan mais aussi en France, d'abord avec la droite puis avec un PS qui se transformera de plus en plus en parti social-libéral.

**Ross Harrold**

Dans le dossier central du prochain numéro de *Tout est à nous!*, nous reviendrons sur le lourd bilan des années Thatcher.

# À quand un « coup de balai » contre la finance ?

Dossier réalisé par le groupe de travail économique du NPA

## En Chiffres

5 500 milliards d'euros, c'est ce que coûterait les évasions fiscales au niveau mondial selon le FMI (soit près de trois fois le PIB de la France)

60 à 80 milliards d'euros, c'est le montant de la fraude fiscale estimé en France (95 milliards si on tient compte de la fraude patronale aux cotisations sociales)

Dans les paradis fiscaux, on recense...

347 filiales BNP,  
107 Crédit agricole,  
40 Société générale,  
30 AXA,  
29 Dexia,  
82 Carrefour,  
58 Saint-Gobain,  
37 Peugeot,  
42 France Télécom,  
18 GdF-Suez,  
14 EdF...

## Fraude et évasion fiscales

# Deux visages d'une même réalité

La fraude fiscale cache des réalités très différentes. Cela va du paiement au noir de quelques menus travaux à des pratiques beaucoup plus sophistiquées de riches particuliers ou d'entreprises pour minorer ou éluder l'impôt. La fraude fiscale est toujours un moyen illégal de se soustraire à l'impôt.

L'évasion fiscale recouvre des techniques sophistiquées. Elle consiste à utiliser, légalement ou illégalement, les différentes législations fiscales des États ou les paradis fiscaux pour amoindrir l'impôt, voire l'effacer complètement. Pour la mettre en œuvre, gros contribuables et entreprises ont à leur service une armée de conseillers fiscaux et de chargés de clientèle des banques. Et cela se fait ouvertement : par exemple sur le site de la banque HSBC, on trouve : « Conseil : allégez vos impôts grâce à des solutions simples et efficaces. HSBC vous propose l'optimisation fiscale »!

Ce genre d'annonce ne devrait-il pas entraîner des poursuites judiciaires pour « complicité de fraude fiscale en bande organisée » ?

### Des ressources fiscales perdues

Pour les particuliers, il s'agit de transférer de l'argent, légalement ou illégalement gagné, dans un pays « accueillant ». Pour les entreprises, le principal outil est le prix de transfert, c'est-à-dire le prix auquel la filiale d'un grand groupe facture un produit ou un service à une autre. Il s'agit de localiser les bénéficiaires dans les pays à fiscalité favorable. Cela donne des choses en apparence aberrantes comme cette entreprise américaine qui facture des sièges de voiture à destination de la Belgique à 1,33 euro l'unité...

Même si toutes les évasions fiscales ne sont pas illégales, elles se traduisent par une perte de ressources fiscales que même l'OCDE juge aujourd'hui insupportable pour les États (cf. son rapport

## Cahuzac

# Un cas ordinaire, un puissant révélateur

Le scandale Cahuzac est une boîte de Pandore. Ouverte, il en sort toutes les turpitudes du système : la fraude et l'évasion fiscales, le conflit d'intérêts d'un responsable politique travaillant pour des firmes pharmaceutiques, d'un ministre du Budget fraudeur chargé de lutter contre la fraude, la symbiose entre la classe politique, y compris socialiste, et les milieux d'affaires, et même le copinage avec l'extrême droite.

Cette affaire illustre, non seulement la corruption d'une grande partie de la classe politique, mais aussi ce qui, pour les riches, est parfaitement banal : échapper à l'impôt, par des moyens aussi bien légaux qu'illégaux. Car, avant d'être un politicien ripoux, Cahuzac est un riche ordinaire. L'enquête a même, semble-t-il, établi que la banque suisse qui a accueilli ses fonds aurait d'abord hésité, car c'est une « personnalité exposée » par ses activités politiques. Sinon, à part ça, tout était normal, la routine!

Cette normalité de la fraude, au cœur du capitalisme, est confirmée par les révélations des journalistes de l'opération « offshore leaks » (« fuites des paradis fiscaux »). La liste des évadés fiscaux (un tout petit échantillon) va de l'armateur grec au dentiste américain, de l'oligarque russe... au bourgeois français ordinaire. S'y ajoutent des grandes entreprises. Les plus grandes banques, BNP Paribas, Crédit agricole, la

CAHUZAC AVOUÉ

DANS MON PORTEFEUILLE DE MINISTRE...



J'AVAIS 600 000 € EN LIQUIDE...

- FAUCON -

Société générale, organisent l'évasion fiscale. N'en seraient-elles d'ailleurs pas elles-mêmes bénéficiaires ? Au fond, les multinationales sont aujourd'hui des grands groupes financiers possédant, aussi, des actifs industriels. Elles gèrent leur trésorerie par l'intermédiaire de filiales établies « offshore », qui centralisent les crédits et emprunts, et la répartition mondiale des profits.

La pratique est d'ailleurs ancienne, et peut être légale. La famille Peugeot est la première fortune française... de Suisse, estimée à 4,4 milliards d'euros par Challenges (22% du constructeur automobile PSA, participations dans des entreprises comme Faurecia, Seb, Zodiac, via la holding familiale Foncière et financière de participation). Là est la fortune des licenciés.

### La saignée

Le coût de l'évasion fiscale est énorme pour la société. Rien qu'en France, 60 à 80 milliards

d'euros par an. Plus que le budget de l'Éducation nationale. Plus que la charge annuelle de la dette, au nom de laquelle les Cahuzac nous imposent la casse de nos droits sociaux et de nos services publics, et la hausse des impôts sur les classes populaires. Au total avec la fraude patronale aux cotisations sociales, on arriverait à 95 milliards, soit l'équivalent du déficit public en 2012 (98 milliards).

Sans rire, Hollande disait : « Le monde de la finance est mon adversaire » Faux, il l'a placé au cœur de son gouvernement et de sa politique. « Il n'a pas de nom, il n'a pas de visage. » Faux, des visages et des noms il en a, quelques dizaines de milliers. C'est même son ministre-baudruche, Montebourg qui l'a dit le mieux, dans un entretien au Monde daté du 10 avril 2013 : « Ce que nous visons à présent à travers l'échange automatique de renseignements, ce sont des noms. Les noms des dizaines de milliers de ressortissants français et d'entreprises logés dans les paradis fiscaux que la France doit obtenir. »

### Socialiser les banques

Donc des noms, pour récupérer l'argent planqué, volé ? Mais les rodomontades ne suffisent pas. Il faut mettre au pas la finance Montebourg, toujours plus clair quand il fait mine d'oublier qu'il fait partie du gouvernement, s'énerve : « Les banques ont provoqué la crise en obligeant les États à se porter à leur secours. Et voilà qu'elles ralentissent les efforts de rétablissement des comptes publics en favorisant les paradis fiscaux. Il faut prendre des sanctions contre les établissements financiers qui

Paradis fiscaux

Et maintenant, paroles, paroles, paroles...

Depuis la crise, les grandes puissances économiques rassemblées dans le G20 ou l'OCDE ont proclamé leur volonté d'en finir avec les paradis fiscaux. « L'ère du secret bancaire est terminée » décrétaient ainsi les pays du G20 en 2009, en s'engageant à « prendre des mesures à l'encontre des juridictions non-coopératives, y compris les paradis fiscaux ».

Dans la foulée, des listes de pays ont été établies. Certains territoires n'y ont jamais figuré, d'autres en sont sortis au fur et à mesure qu'ils donnaient des preuves plus ou moins réelles de leur volonté de coopérer. L'ONG CCFD-Terre solidaire souligne les traitements de faveur dont ont bénéficié certains territoires liés directement ou indirectement aux pays du G20, comme l'État du Delaware aux USA ou la City de Londres, qui figurent pourtant parmi les centres financiers les plus importants de la planète.

De bons conseils...

L'origine du problème de la fraude ou de l'optimisation fiscale internationale se trouve d'abord dans les sociétés et individus qui jugent bon de placer ou dissimuler une partie de leurs capitaux ou activités dans les institutions financières qui les aident. Le cœur du problème se trouve chez nous avec cette kyrielle d'intermédiaires, banques ou grands cabinets d'audit ou de conseil en optimisation fiscale. Le Monde daté du 10 avril dernier a publié l'édifiante histoire de l'avocat Alain Maillot, « apporteur d'affaires » pour la banque genevoise Reyl & Cie, celle de Cahuzac. Il conseille aussi des entreprises françaises (Eads, Lagardère) pour des opérations diverses et boucle ses fins de mois en travaillant à l'occasion pour l'État français, tant sous la droite que sous la gauche. Bien sûr, il ne connaît personne et surtout pas Laurent Fabius, même si son associé est un ami et l'avocat de ce dernier...

Outre les listes de pays, le G20 a poussé à la conclusion de traités fiscaux bilatéraux devant permettre l'échange d'informations entre les administrations de deux pays. Là aussi, c'est de l'ordre de l'affichage, comme l'a montré justement l'affaire Cahuzac, car, pour que cela marche, il faut que le pays demandeur d'informations sache que l'individu soupçonné a un compte dans un pays précis, voire dans une banque particulière... Le ministère des Finances français a ainsi

- de bonne foi? - interrogé la Suisse sur un compte Cahuzac. Chou blanc! La banque incriminée n'était pas la bonne, la période était trop restreinte et, de toute façon, l'argent avait déjà migré à Singapour!

Faire ou faire semblant?

À la suite d'une série de scandales mettant en cause des banques, les États-Unis ont adopté une loi (« loi sur l'acquiescement des obligations fiscales relatives aux comptes à l'étranger »: FATCA pour Foreign Account Tax Compliance Act) qui oblige les institutions financières étrangères établies aux USA à effectuer un rapport périodique et automatique aux autorités fiscales américaines sur les comptes de leurs clients US à l'étranger.

Comme leurs banques veulent rester sur le marché américain, certains paradis fiscaux européens, comme le Luxembourg ou l'Autriche, ont dit vouloir faire des concessions. Dans la foulée, Pierre Moscovici et ses homologues allemand, britannique, italien et espagnol ont proposé aux pays européens de mettre en place par étapes une telle réglementation. « Le secret bancaire est passé de mode » a déclaré sans rire Pierre Moscovici. Et la question de l'évasion fiscale sera à l'ordre du jour du prochain Sommet des chefs d'État le 22 mai. Reste à savoir ce qui sera effectivement décidé.

Car derrière tout ça, il y a la nécessité de faire au moins semblant de faire quelque chose quand les peuples sont de plus en plus scandalisés. Impôts et cotisations sociales accrues pour la masse de la population, alors que les « gros » y échappent. Le problème des paradis fiscaux, c'est accessoirement le problème d'îles exotiques des Caraïbes. Il s'agit avant tout du comportement de « nos » banques et de « nos » capitalistes. L'expérience nous a appris à ne pas faire confiance aux gouvernements bourgeois, de droite ou de gauche, pour les mettre au pas.

Henri Wilno



Tout le monde savait!

Bien sûr Cahuzac est un vilain menteur, mais il ne faudrait pas oublier qu'il a été sérieusement aidé à arranger ses petites affaires. Car il ne s'agit en rien d'un cas individuel. Depuis les années 80 et la déréglementation financière mondiale, dont la France de Mitterrand et Bérégovoy a été pionnière, toutes les banques, françaises et étrangères, ont des filiales offshore afin de répondre à la demande de particuliers et d'entreprises recherchant la discrétion et l'impunité fiscale.

Un excellent document du CCFD-Terre solidaire datant de décembre 2010 rassemble et analyse les informations disponibles sur une soixantaine de paradis fiscaux. Ces territoires sont un lieu privilégié d'implantation de filiales de banques et d'entreprises. Beaucoup de ces filiales sont de simples boîtes à lettres destinées à localiser des bénéfices. Ainsi, dans les îles Vierges britanniques, petit territoire des Caraïbes, il y a 34 entreprises enregistrées par habitant... (contre 0,04 en France, nombre d'entreprises divisé par le nombre d'habitants). Le document du CCFD est centré sur les principaux clients de ces paradis fiscaux : une cinquantaine de grandes banques et entreprises multinationales. Si l'on se restreint aux filiales d'entreprises françaises dans ces pays, on constate du côté des banques que la BNP a 347 filiales (oui, 347 !), le Crédit agricole 107, la Société générale 40, AXA 30 et Dexia 29. Du côté des entreprises, Carrefour 82, Saint-Gobain 58, Peugeot 37, France Télécom 42, GdF-Suez 18, EdF 14. Ferodo, fabricant de pièces automobiles (et membre du groupe PSA), a une filiale dans un autre île des

Caraïbes : la Barbade. Gageons qu'il n'en sort pas beaucoup de pièces pour les usines!

Mécano financier

Au-delà des milliardaires qui veulent y cacher leur magot à l'abri du fisc, les paradis fiscaux sont un rouage essentiel de la mondialisation. Plus que la délocalisation de la production physique des biens, il s'agit pour les grandes entreprises de délocaliser des services et des revenus. Par exemple, une filiale est créée aux îles Vierges et devient propriétaire de tous les brevets du groupe (c'est beaucoup plus facile et rapide de délocaliser des actifs immatériels comme les brevets ou les marques). Ensuite, les autres entreprises du groupe qui produisent avec ces brevets doivent payer de fortes redevances, ce qui diminue voire annule leurs bénéfices imposables, alors que la filiale brevet localisée aux îles Vierges n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés...

Il faut aussi souligner que le document du CCFD date de 2010, que les gouvernements, français et étrangers, de droite ou « de gauche », en connaissaient (ou auraient pu et dû en connaître) les informations, mais depuis, à part des discours lors du G20 d'octobre 2011, il ne s'est rien passé. Il semble que l'affaire Cahuzac va peut-être les obliger à bouger un peu, mais on ne peut pas être très optimiste en voyant la façon dont le puissant lobby bancaire a fait adopter en France une loi dérisoire sur la séparation des activités de dépôts et d'investissement (à peine 2% des actifs seront distingués au sein de la même banque...).

Jacques Cherbourg

1. [http://ccfd-terresolidaire.org/e\\_upload/pdf/ed\\_110110\\_bd.pdf](http://ccfd-terresolidaire.org/e_upload/pdf/ed_110110_bd.pdf)



« Lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices ». Selon le FMI, au niveau mondial, les montants concernés se monteraient à 5 500 milliards d'euros, soit près de trois fois le PIB de la France.

En France, malgré les difficultés du chiffre, la fraude fiscale est estimée entre 60 à 80 milliards d'euros, voire plus, de manque à gagner annuel pour le budget de l'État (d'après le rapport du syndicat Solidaires-Finances publiques : « Évasions et fraudes fiscales, contrôle fiscal »).

Des contrôles inégaux

Il existe certes un contrôle fiscal. Pour 2012, les rappels d'impôts se sont élevés à 18 milliards d'euros : ils portent sur le salarié à qui on demande quelques dizaines d'euros et concernent aussi des rappels plus importants en matière de TVA, d'impôt sur les sociétés (IS), d'impôt sur la fortune, etc.

Cependant, les contribuables ne sont pas égaux devant l'administration fiscale. Les sommes déclarées par les salariés sont informatiquement vérifiées tous les ans. C'est beaucoup plus compliqué pour les plus riches dont les revenus sont divers et dispersés. Il en est de même pour les entreprises. L'administration fiscale a perdu 28 000 agents depuis 2002 et cela réduit ses capacités de contrôle. En moyenne, une entreprise soumise à l'impôt sur les sociétés fait l'objet d'un contrôle sur pièces tous les 24 ans et d'une vérification de comptabilité dans les entreprises une fois tous les 36 ans... Et inutile de préciser que rien n'a été fait pour lutter contre les paradis fiscaux.

Jacqueline Guillotin

organisent le blanchiment de fraude fiscale et la dissimulation des avoirs, comme le retrait de licence ou l'embargo sur les activités de filiales dans les paradis.»

Mais alors... il est donc possible d'agir? Surprise! Qu'attend alors ce gouvernement pour mettre ainsi le couteau sous la gorge des banques suisses, luxembourgeoises, mais surtout françaises? Celles-ci d'ailleurs ne vivent-elles pas tout simplement aux crochets de l'État? Ne les a-t-il pas sauvées avec notre argent?

Des annonces ont été faites récemment au niveau européen. Mais on a toutes les raisons de se méfier. Il faut arrêter tout net l'austérité. Il faut récupérer les fortunes dérobées au fisc et les mettre au service de la société. Pour cela, il faut lever le secret bancaire, et mettre les banques sous la tutelle des salariés et de la population. Autrement dit : chasser leurs administrateurs, exproprier leurs actionnaires, et les socialiser. C'est ce coup de balai-là qui s'impose.

Yann Cezard

“ Hollande disait : « Le monde de la finance est mon adversaire ». Faux, il l'a placé au cœur de son gouvernement et de sa politique.

ISÈRE

## Première victoire des travailleurs sociaux

Dès que les travailleurs sociaux du département avaient appris la nouvelle, ils s'étaient immédiatement mobilisés ! Le Conseil général de l'Isère décidait la fermeture en deux années de 300 places d'internat pour l'accueil d'enfants dont les familles sont confrontées à de grandes difficultés...

Ces fermetures devaient permettre à M. Vallini, président PS du conseil général, de supprimer l'équivalent de 180 postes de travailleurs sociaux et la fermeture partielle ou totale de 12 services et établissements. Le projet était de détruire toute l'aide sociale alors que, la pauvreté s'accroissant, de plus en plus d'enfants et d'adolescents ont besoin d'accueil, d'écoute et d'accompagnement par des professionnels. L'objectif global n'était en rien éducatif mais comptable : atteindre 7 millions d'économies par an pendant 3 ans.

### Riposte des salariéEs

Les personnels se sont d'abord réunis dans leurs établissements, puis 400 salariéEs en colère, soutenus par la CGT, la CFDT et Sud Solidaires, ont participé à plusieurs rassemblements et ont envahi le conseil général. Enfin, sous la pression, Vallini a annoncé le vendredi 12 avril que le projet de fermeture de 300 places était caduc.

Mais les salariéEs et les syndicats restent vigilants. En Isère aussi, les grands projets nuisibles et inutiles, comme la relance de la construction de l'A51 malgré l'opposition ininterrompue de nombreux Isérois et de leurs associations, est aujourd'hui considérée par les notables locaux comme prioritaire sur les besoins sociaux !

Correspondantes

FILLES GARÇONS

## Rapport en tous genres

Les stéréotypes de genre débutent dès la crèche. Tel est le constat révélé par le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), remis récemment à Najat Vallaud-Belkacem.

Il révèle en effet que l'éducation est sexuée dès la petite enfance, et rappelle que les professionnels de la petite enfance (0-3 ans) sont quasi exclusivement des femmes, donnant déjà une influence à l'apprentissage. Le rapport énumère aussi les différences observées au niveau des sports, des jouets, des habits ou des livres :  
- Les jouets de garçons sont plus nombreux et diversifiés. Associés à l'extérieur, ils favorisent l'exploration et sont une occasion de développer des compétences spatiales, mathématiques et analytiques, alors que les filles restent à l'intérieur avec des jouets domestiques ou maternels.  
- Les vêtements et les activités des filles sont cantonnés à la destination d'être jolie et plaire, tandis que les garçons ont des vêtements confortables et pratiques et sont orientés vers le sport de compétition et d'équipe.

- On habitue plus les filles à parler de leurs émotions, alors que les garçons ont plus d'interactions verbales et sont moins interrompus.  
- 78% des couvertures de livres pour enfants présentent un personnage masculin et les hommes sont plus souvent le héros de l'histoire. Les familles sont mixtes (maman et papa). Les mamans le sont à plein temps et ne travaillent pas à côté. Les papas arrivent, eux, à concilier vie de père et travail (trop forts !). Les garçons sont décrits par leurs qualités intellectuelles, les filles par leur physique et émotions (jolies et câlines !).



### Ce n'est pas un problème individuel

Ce rapport est déjà un bon point car il met en valeur l'éducation sexuée des enfants, cependant il dispose de nombreuses limites, notamment en terme d'analyse de fond et de solutions proposées. Pourquoi les enfants de 0 à 3 ans ? Parce que selon le rapport, c'est dès la naissance et à la crèche exclusivement que ces apprentissages se font. Comme si le conditionnement sociétal auquel les enfants font face par la suite n'a aucune influence. La solution pour déconstruire serait donc de « bien » éduquer les enfants dès la crèche et hop, le sexisme disparaîtrait ? Pour cela, il suffirait donc de sensibiliser les professionnels de la petite enfance afin d'accueillir les enfants de manière neutre... Et les parents aussi sembleraient soumis à cette formation. Tout

serait donc la faute de ces travailleurs qui reproduisent malgré eux, sans y prêter attention, ces différences. Le rapport, évoquant aussi un peu le rôle de la publicité, ne propose pourtant aucune solution concernant ce média social de masse. Serait-il trop sacré pour notre société de surconsommation ?

Il serait illusoire de croire que c'est aux personnes de s'émanciper elles-mêmes. Le sexisme existe car c'est un des fondements du patriarcat rattaché au capitalisme actuel, qui prône ces différences afin d'assurer une reproduction hétérosexuelle éternelle. Ce n'est qu'en sortant du système que l'on pourra s'émanciper. En attendant, c'est à chacunE d'éduquer ses enfants ou ceux des autres, de manière antisexistes.

Pauline Jité et Anastasia Damamme

## « AYRAULTPORT » Sous les rapports, la Zad

Les trois commissions - agriculture, expertise scientifique et dite « de dialogue » - mandatées par Ayrault pour tenter de mettre fin à la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ont donc rendu leurs rapports. Prochaine étape de la mobilisation : la chaîne humaine du 11 mai.

Sans surprise, chaque partie y trouve repris ses arguments, à tel point que la litanie des communiqués a des allures de match nul. C'est l'effet recherché : une trêve démobilisatrice, un faux-semblant de concertation qui revient à justifier des choix politiques et économiques

derrière des arguments techniques. Ce qu'on pourrait appeler la technocratie participative... Car le gouvernement ne renonce pas à l'« Ayraultport », dont les travaux pourraient être repoussés après les élections municipales.

Pour autant, si le gouvernement suivait réellement les recommandations des



DR

## SANS-PAPIERS Vers l'unité du mouvement

C'est tout un symbole. Ce samedi 13 avril, dans le grand réfectoire du foyer Saint-Just de Paris où habitent de nombreux sans-papiers, le processus d'unification du mouvement des sans-papiers a franchi un nouveau pas. Lors de la deuxième réunion nationale autour de l'appel « Faut-il mourir pour avoir des papiers », une quinzaine de collectifs de sans-papiers ont décidé la création de l'Union nationale des sans-papiers (UNSP)

Le lieu est symbolique parce que cette unification du mouvement exige d'abord l'unité et la remobilisation des sans-papiers. C'est un des objectifs que se donne l'UNSP. La réunion a ensuite associé des représentantEs d'organisations et syndicats - Solidaires, Fasti, ATMF, FUIQP, Droits Devant, NPA... - pour

articuler l'autonomie des sans-papiers avec la construction d'un mouvement impliquant beaucoup plus largement autour de la lutte pour la régularisation des sans-papiers et contre le racisme.

**Des échéances de mobilisation**  
L'unité se construira en redonnant une visibilité à la lutte. Des

mobilisations nationales ont été décidées, dont une manifestation en décembre, à l'occasion du trentième anniversaire de la marche pour l'égalité de 1983, pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers et le droit de vote pour les étrangers. Des manifestations et concerts seront organisées fin août au moment de l'anniversaire de l'occupation de l'église Saint-Bernard et des marches régionales en septembre. L'UNSP va rencontrer la CGT et des associations historiquement partenaires afin de discuter de manière transparente des divergences qui ont divisé le mouvement et de trouver les moyens de mener des combats communs.

Denis Godard

commissions comme il s'y est engagé, le projet serait reporté bien loin. La liste des recommandations d'études complémentaires et de révisions est telle qu'il lui faudrait entièrement réviser le projet : les certitudes économiques des élites locales sont devenues dans le rapport de simples hypothèses, voire des objectifs dépendant des perspectives économiques. Les aménagements de transport et de la Zad elle-même sont à revoir. Quant aux « compensations environnementales », elles sont carrément invalidées. Le gouvernement est cependant capable d'ignorer superbement ces recommandations : pour lui comme pour la droite et le patronat locaux, la démocratie est une simple affaire de communication. C'est notre mobilisation qui les contraindra à abandonner ce projet.

### « La Zad est à nous » !

Espoir qui reste bien vivant du côté des opposantEs, zadistes, paysans et leurs soutiens. Samedi 13 avril, 3000

personnes se sont retrouvées sous la pluie et outils à la main, pour l'opération « Sème ta Zad » : une remise en culture des terres expropriées qui doit permettre à terme aux occupantEs de vivre de leur production maraîchère. L'alliance des agriculteurs-paysans et des zadistes est au cœur de la lutte, au cœur de l'occupation d'un territoire réclamé à la fois par l'État et Vinci, au cœur d'un espoir : « que nos vies, nos habitats, nos champs ne soient plus broyés par les logiques marchandes et par les visions stériles de l'aménagement du territoire ».

La situation se tend, comme l'a montré l'intervention policière lundi 15 avril. Pour faire céder Vinci et le gouvernement, il est crucial de renforcer la mobilisation, et en particulier l'occupation de la Zad. Nous serons des dizaines de milliers à y contribuer le 11 mai prochain lors la grande chaîne humaine autour de la Zad.

Bertrand Achel et Claudine Jégourel  
<http://www.chaine-humaine-stop-aeroport.org>

## GRANDE MINOTERIE (MARSEILLE)

# Refuser la fatalité de la fermeture

Depuis le 18 juillet 2012, les 62 salariés de la Grande Minoterie de la Méditerranée – ex-Moulins Maurel – ont entamé un bras de fer avec la multinationale NutriXo, premier meunier européen, dont l'État possède quelque 11,5 %

Après le rachat de leur usine à Panzani en 2008, via les Grands Moulins NutriXo-Storione, tout s'enchaîne. NutriXo fait cesser en 2011 la production de farine sur le site, jugée non rentable (pour la reverser en fait sur les Grands Moulins Storione...), puis refuse la même année de faire perdurer un contrat négocié à la vente avec Panzani, pour finir par annoncer la fermeture de l'usine, qui perdrait

trop d'argent... La direction avance des erreurs commerciales, tout en lâchant que les ouvriers auraient refusé d'aménager leur temps de travail, et allant même jusqu'à mettre dans la balance une amende de l'autorité de la concurrence.

Pour les salariés, tout a été préparé de longue date pour saborder l'usine et la fermer. NutriXo et Panzani se sont répartis les productions : à Panzani, la semoule en quasi-monopole national,

à NutriXo-Storione, la farine en monopole régional. Les bons comptes font les bons amis... S'y ajoute un peu de spéculation immobilière, qui va toujours bon train sous le soleil de Provence.

### Résistance contre le PSE

Depuis septembre, les salariés sont mobilisés, allant jusqu'à bloquer un matin les entrées et sorties des Moulins Storione. Ils ont fait le tour des pouvoirs publics pour obtenir une table ronde. Ils ont finalement rencontré en octobre 2012 un commissaire au redressement productif. Depuis, la CGT tente de maintenir un collectif de salariés prêt à se battre pour garder l'emploi et la production. En janvier, la direction a été « interdite d'usine » pour quelques heures. Des salariés sont aussi allés à Ivry-sur-Seine, au siège du groupe NutriXo, pour se faire entendre. Mais la résistance est difficile et la tentation de la « prime au départ » est grande.

Les salariés ont fini tout de même par imposer une table ronde le 20 février, et arracher, notamment face aux représentants de l'État, qu'un groupe de travail se mette en place pour étudier toute solution susceptible de sauver l'usine, parmi lesquelles la recherche d'un éventuel repreneur.

C'est donc un cabinet de recherche de repreneur diligenté par les salariés qui a présenté le 26 mars le dossier de l'entreprise à ce groupe de travail. Il ne faut rien lâcher!

David et Gérard (Marseille)

DR



## ARCELORMITTAL Vers l'épilogue ?

« Fensch-Vallée »... En 1977, Bernard Lavilliers chantait la violence de cet « Eldorado » où « le ciel a souvent des teintes étranges », « la plage des De Wendel » où « le nom des patelins se termine par ange ». Alors que la nationalisation d'ArcelorMittal Florange avait été mise en débat, le gouvernement et Hollande ont fait le choix d'accéder à toutes les exigences de Lakshmi Mittal.

Le « pacte de Florange », signé par Ayrault en décembre dernier et si lucidement mis en chanson par la Parisienne Libérée sur Mediapart est calamiteux. « C'est l'histoire d'un gouvernement qui vent son âme au plus offrant... ».

### Nationaliser en quatre jours

Le PS en avait la possibilité immédiate en décembre, avec un appui populaire massif. Cette possibilité existe toujours. Techniquement, les deux derniers hauts-fourneaux lorrains sont encore prêts à redémarrer, mais gouvernement et députés socialistes refusent d'affronter les actionnaires. Même le minimum n'a pas été tenté, une « loi Florange », pourtant promise en février 2012 par Hollande. Une loi qui interdirait à un capitaliste de laisser pourrir sur pied une entreprise rentable. Aujourd'hui, toute l'énergie politique est mise dans la mascarade de l'assemblée où Mittal est « mis à la question »!

Si la CFDT est sur une ligne « ne lâchons rien... surtout pas le PS », FO et la CGT restent très critiques de l'accord. Mais le découragement guette. Le « collectif jeunes » CGT ne baisse pas les bras. C'est là qu'on entend encore parler d'une « nationalisation nécessaire ». Le 1<sup>er</sup> Mai sera un grand rassemblement musical placé sous le thème emblématique de la convergence des luttes. Les PSA Sochaux et Aulnay seront

présents, avec bien d'autres : Ford Bordeaux, avec notre camarade Philippe Poutou, Goodyear Amiens, Sanofi, Fralib, ArcelorMittal Fos-sur-Mer... La convergence des luttes : la bonne idée qui monte, qui monte...  
Fernand Beckrich

## PSA Ça tient bon

Les PSA le disent régulièrement. Ils n'ont pas fini de faire parler d'eux !

Judi 11 avril, ils étaient devant le tribunal de grande instance de Paris où les avocats de la CGT PSA et de SUD venaient faire constater l'insuffisance du volet social de la restructuration. L'action coup de poing, c'était le samedi matin qui suivait, le 12 avril, au conseil national du Parti socialiste.

À une soixantaine, les grévistes ont réussi à transformer par surprise la réunion en une tribune pour leurs revendications. Rappelant leur lutte inégale face à un patron qui non seulement se croit tout-puissant mais qui en plus reçoit le soutien du gouvernement, les porte-paroles des grévistes ont exigé la nomination d'un vrai médiateur qui imposerait

une réelle discussion à Varin afin de réintégrer les quatre grévistes licenciés.

Harlem Désir a eu beau dire que le ministère du Travail suivait le dossier PSA avec beaucoup d'attention, les grévistes lui ont rappelé que c'était surtout celui de Valls, le ministre de l'Intérieur, qu'ils avaient l'impression d'avoir sur le dos. Quoi qu'il en soit, l'accueil réservé aux PSA par les délégués du PS était étonnamment plutôt chaleureux. Et c'est satisfaits qu'ils ont commencé cette nouvelle semaine de grève.

### (im)productif

À l'usine, la production qui avoisine les 250 véhicules par jour en temps

normal n'arrive toujours pas à dépasser la dizaine. Car même si on compte environ 200 grévistes, c'est une très grande majorité de l'usine qui soutient la grève. Depuis une semaine, il n'y a qu'une seule équipe qui travaille le matin, une semaine sur deux, la deuxième étant payée en partie par l'État...

Mais PSA a du retard dans les commandes de C3. La direction est donc en train d'élaborer un « accord de compétitivité » pour son usine de Poissy où la C3 est également produite : il s'agirait d'accélérer les cadences afin de produire 10 véhicules de plus par jour jusqu'en juillet, avec les conséquences qu'on imagine sur les conditions de travail.

PSA licencie d'un côté, et en premier lieu les grévistes, et de l'autre, le patron veut imposer des cadences d'enfer ! Partage du travail entre touTEs : le mot d'ordre est bel et bien à l'ordre du jour.

CorrespondantEs



## Pétroplus (76) Contre la fermeture, réquisition !

Les dossiers des quatre repreneurs viennent d'être refusés par le tribunal de commerce. Il faut refuser que ce soit la fin ! Comme le dit le secrétaire de l'Union départementale CGT Régis Gasse « ce n'est pas le moment de baisser les bras. La responsabilité est du côté du gouvernement ! Il faut nationaliser ! »

Les 470 salariéEs de Pétroplus et la population ont vécu dans l'angoisse depuis des mois. Cette situation, la course aux repreneurs, encouragée par les représentants du pouvoir, ont des conséquences graves sur le moral et la santé des travailleurs.

Le gouvernement est frappé d'impuissance lorsqu'il s'agit de stopper les fermetures d'entreprises et les licenciements en cascade, de faire payer les responsables, pour la simple raison qu'il se refuse à toucher aux intérêts du grand patronat. Par exemple, Shell s'en tire sans dommage, alors que le groupe pétrolier est à l'origine de la vente de la raffinerie à Pétroplus et de la pollution du site.

Il est possible de prendre des mesures énergiques pour empêcher l'impunité des licenciés, pour imposer l'interdiction des licenciements, réquisitionner afin de maintenir tous les emplois. C'est possible, c'est pour cette stratégie-là qu'avaient opté par exemple les syndicats et les travailleurs de M-real, appuyés par le « Collectif pour le maintien et le développement de l'emploi chez M-real comme ailleurs ». Pas de repreneur ? Expropriation !

Correspondant

## Recticel (27) En grève, du jamais vu depuis 30 ans !

« Les filles, elles bossent comme des folles sur leurs lignes, les tapis sont trop bas, elles sont cassées de partout, et elles ont à peine 1 100 euros avec l'ancienneté. Vous trouvez ça normal vous ? ». « Morceaux » de grève... Les trois cadres sortis pour tenter de renouer le dialogue font profil bas. L'un d'eux tente de convaincre : « si vous ne laissez pas passer le camion qui doit partir à 21 h pour Poissy, notre société est morte, PSA nous rayera de la carte ». Les réactions fusent : « il fallait y penser avant ! Pourquoi tu as relevé les noms avec l'huissier en nous regardant bien dans les yeux pour essayer de nous intimider ? Vos méthodes y en a marre ! ». Un autre : « On nous fait bourrer pour 1 290 euros avec la prime d'équipe, et faut que j'aile au Resto du cœur ! ». Le cadre encaisse, blanc comme un linge, et répond seulement : « Si vous continuez, les Belges vont fermer... ». Un délégué rétorque : « On n'a rien demandé de plus que l'enveloppe pour les NAO, sauf qu'on ne veut pas de vos augmentations à la tête du client. Le blocage, il nous fait aussi peur qu'à vous, mais nous on ne l'a pas voulu ! »

Jeudi 11 avril en fin d'après-midi, deux délégués ont appelé le NPA pour un coup de main. Les trois autres usines du groupe en France sont aussi bloquées. Le fabriquant de mousse de polyuréthane ne peut plus fournir d'éléments d'isolation et de confort aux usines de l'automobile...

À Louviers (180 salariéEs), il n'y a que FO, mais ailleurs c'est différent et l'intersyndicale CGT, FO, CFDT fonctionne bien. C'est à Langeac (43) que les traditions de lutte sont les plus ancrées avec une implantation CGT. Les autres sites sont Trilport (77) et Noyen-sur-Sarthe (72), le siège étant à Gennevilliers (92).

Devant l'enjeu pour Peugeot, la direction a accepté de rouvrir la discussion à condition que la barrière soit levée... C'est rageant d'assister au ballet des camions et taxis ! Ce sera finalement 2% pour les ouvriers et employés sans part individuelle, pas de compensation des 3 jours, et étalement sur 5 mois. La grève n'aura pas passé le week-end. Pour une première, ils ont dû caner : les 2% c'est pour tout le monde.

Correspondant



## Les comités en action!

**Talence (33) Rencontre débat autour du Venezuela.** Le comité de Talence organisait le 11 avril une rencontre avec Patrick Guillaudat, auteur avec Pierre Mouterde du livre *Hugo Chavez et la révolution bolivarienne. Promesses et défis d'un processus de changement social*. Après un retour sur l'histoire de ce mouvement multiforme, contradictoire, mais riche de potentialités, qui depuis plus de 15 ans travaille le Venezuela, Patrick s'est arrêté sur ce qui, à la veille de l'élection du successeur de Chávez, pose toujours question. La terre, avec une réforme agraire qui n'a pas avancé, la question dite indigène, la question économique (que la rente pétrolière n'a pas aidé à traiter) avec un secteur privé toujours aussi important et un secteur public bureaucratisé. La question de la démocratie et de l'auto-organisation est évidemment un préalable à tout le reste. Une fois de plus, le pays est aujourd'hui à la croisée des chemins. Deux lignes s'affrontent au sein du PSUV : ceux qui, représentant la bolibourgeoisie, enrichie par l'intermédiaire des institutions, vont vouloir geler le mouvement ; et les militantEs qui, où qu'ils soient, veulent un approfondissement, une radicalisation dans un sens véritablement révolutionnaire. Le problème est que le PSUV n'est pas constitué comme outil au service des travailleurs et de la population, mais comme machine électorale et courroie de transmission du pouvoir chaviste. Seul espoir, que le mouvement social se mette en marche, pour lui-même. Le débat s'est ouvert avec la trentaine de participants, autour de questions sur la politique internationale du Venezuela, la situation des peuples autochtones, le rôle de l'État dans le processus révolutionnaire. Des discussions qui se sont poursuivies autour d'un apéritif annoncé comme convivial et anticapitaliste. Convivial, il le fut. Anticapitaliste, l'avenir le confirmera... Vidéo de la rencontre en ligne sur le site de notre comité : <http://talence.agv.free.fr>



DB

### Nantes (44) Alternative Libertaire et NPA unis contre les licenciements.

Plus de 70 personnes étaient réunies vendredi 12 avril à Nantes pour participer au meeting contre les licenciements organisé par les militantEs du NPA et d'Alternative libertaire de Loire-Atlantique autour du thème « contre les licenciements, comment riposter, comment s'organiser, quelles alternatives? ». Depuis longtemps, la gauche, l'extrême gauche nantaise n'avaient plus proposé une telle initiative. Le meeting a donc attiré un public plutôt politisé, organisé ou non, mais également de nombreux jeunes. Les interventions de la tribune, respectivement Philippe Poutou pour le NPA, Julien Gonther et Jean-Yves Lesage pour AL, ont laissé la place à un débat rythmé d'une heure et demie. La salle a majoritairement pointé le besoin de faire converger les luttes, de redonner confiance à notre camp social, pour imposer des reculs au patronat mais également la nécessaire rupture avec le système capitaliste. À l'issue du meeting, plusieurs contacts ont été pris. Mais au-delà de cette initiative, nous pouvons tirer un bilan encourageant du travail mené avec AL, qui nous a permis à la fois de mutualiser nos forces sur le terrain, et d'élaborer collectivement sur ce qui nous rassemble. Pour nos deux organisations, ce meeting ne solde donc pas la fin d'une séquence mais l'amorce d'un travail commun, visant à organiser plus efficacement notre camp social dans une perspective anticapitaliste. C'est dans cet objectif que nous avons annoncé au cours du meeting la tenue d'une réunion vendredi 19 avril, réunion ouverte à toutes celles et ceux qui veulent poursuivre les débats et participer à des actions concrètes. Nous discutons également de la perspective d'un cortège anticapitaliste commun pour le 1<sup>er</sup> Mai.

### Évreux (27) Contre le FN, parti anti-immigrés, anti-syndicats et pro-riches.

Malgré un temps pluvieux, peu propice à manifester, ce rassemblement du mercredi 10 avril fut un succès, avec près de 150 personnes au Miroir d'eau à Évreux. L'appel, lancé sur l'initiative du NPA, repris par le PCF puis la LDH et l'UD CGT, a ensuite fait bouler de neige, jusqu'au PS. Une mention spéciale à son secrétaire départemental, absent, mais qui s'était fendu d'un texte enflammé, peut-être pour faire un rideau de fumée devant le vote scandaleux de l'ANI par la plupart de ses députés la veille, parmi lesquels les élus locaux Loncle et Destans... Alors que le FN avait inauguré sa permanence en centre-ville un peu plus tôt, les manifestantEs sont venus démontrer par leur présence que Marine Le Pen n'est pas la bienvenue à Évreux. On notait en particulier la présence du PCF à une bonne quarantaine, un peu de Parti de gauche et de EELV, le NPA départemental avec une trentaine de militantEs, et aussi une petite dizaine de personnes du PS, sans oublier les nombreux hors parti. L'animation du rassemblement a été assurée par les slogans lancés au mégaphone du NPA et relayés par les manifestants, tels que « le FN tape sur les immigrés et les syndicats mais s'écrase devant les patrons », suivi de « qui a ouvert le compte de Cahuzac en Suisse? »

# Troupes françaises hors d'Afrique. Non à la guerre au Mali!

Depuis le 11 janvier, la France est en guerre au Mali et on veut nous faire croire qu'il faut être solidaire de cette guerre, parce qu'elle ne servirait qu'à sauver tout un peuple de la barbarie islamiste, à préserver le monde d'une grande menace terroriste.



La France prétend ainsi pouvoir éteindre une situation qu'elle a pourtant largement créée. La société malienne a été laminée par des années de plans d'ajustement structurel imposés par le FMI pour le remboursement de la dette malienne, dans lequel la France est directement intéressée.

Ce ne sont pas des raisons humanitaires qui motivent la guerre française au Mali, mais des intérêts impérialistes, dans la plus pure tradition de la Françafrique. Cette guerre est le révélateur des intérêts des entreprises françaises (Areva et Bouygues entre autres) qui convoitent un sous-sol riche en uranium et en or. Cette guerre n'a rien à voir avec le combat contre l'intégrisme religieux dont Hollande n'a que faire. Elle est au contraire dans la droite ligne d'une longue tradition coloniale. L'armée française est un peu chez elle en Afrique, entre ses nombreuses bases militaires permanentes et ses interventions répétées depuis 50 ans. Et Hollande et Ayrault se sont d'ores et déjà engagés à y laisser en permanence au moins un millier de soldats français.

### Lire... et lutter

Nous dénonçons cette guerre impérialiste qui comme toutes les précédentes, Irak, Afghanistan, ou Somalie..., n'alimentera que la chaos et la guerre civile. Peu d'organisations françaises se sont prononcées clairement contre l'intervention et aujourd'hui pour le retrait des troupes. En février dernier, nous avons co-organisé avec Lutte ouvrière et Alternative libertaire un premier rassemblement devant Areva. Nous pensons qu'il faut continuer à tenter de prendre des initiatives avec celles et ceux qui se positionnent sans ambiguïté face à l'impérialisme de notre propre gouvernement. Afin d'alimenter le débat et de défendre nos positions, nous publions une brochure sur le Mali qui sera disponible auprès de toutes les militantEs et à la librairie La Brèche à Paris.

Denise Sarraute

réponse de la foule « c'est un ami de Marine Le Pen ! » ou encore « Assez assez d'cadeaux aux milliardaires... La famille Le Pen, c'est les ciments Lambert ». Tout aussi éloquent : « Il est où le FN quand on se bat contre l'ANI et la casse du code du travail », « Pas là ! » scandent les autres. « Il est où le FN quand les Tyco, les Glaxo, les M-real, les Sanofi, les Pétroplus, les Total, les PSA se battent contre les licenciements ? », « Pas là ! ». Et enfin pour terminer : « sortir de l'Euro, c'est pas le problème... Exproprier les banques, c'est la solution ! » Le rassemblement s'est conclu par une prise de parole aux nom des initiateurs et une déclaration de la Ligue des droits de l'homme.



DR

**Metz (57) Débat contre la guerre au Mali.** Les militantEs du NPA ont organisé lundi 15 avril un café-débat autour du thème « les dessous de l'intervention militaire française au Mali : pourquoi et comment s'opposer à cette

guerre? ». Cette initiative a été l'occasion de diffuser quelques centaines de tracts autour de l'exigence du retrait des troupes françaises du Mali et d'Afrique et de coller des affiches à Metz, mais également dans la vallée de la Fensch, à Sérémaing-Erzange et Knutange. Ce café-débat, qui en appelle d'autres, s'inscrivait également dans le projet de développer l'activité de notre parti et d'organiser plus régulièrement des initiatives publiques. Une dizaine de personnes étaient présentes. Si le nombre de participantEs est très modeste, cette première initiative à propos du Mali sur la ville est encourageante, notamment par la richesse de la discussion. Après une introduction sur les objectifs réels de la guerre, sur les évolutions de la situation et sur nos tâches de solidarité, un échange intéressant a démarré. Beaucoup de questions et quelques pistes ont été abordées : entre autres, sur l'importance du mot d'ordre de « retrait des troupes », sur la régularisation des travailleurs maliens immigrés, sur le lien à faire avec le contexte d'attaques sociales et de coupes budgétaires en France, ou encore sur la nécessité de répondre à la thèse du « moindre mal » alors que les groupes religieux ultra-réactionnaires se nourrissent du désespoir et de la misère des populations africaines... Des perspectives d'action ont aussi été évoquées.

# ESSAI Mauvaise Grèce

La Grèce, victime ou responsable, Marietta Karamanli, éditions de l'Aube, La tour d'Aigues, 2013, 142 pages, 15,90 euros.

Avec la crise grecque comme archétype de la liquidation des acquis communs, on n'est pas fâché de trouver un livre qui se penche sur la question. Si Marietta Karamanli se pose la question d'une Grèce victime ou responsable, on ressort de cette lecture plutôt perplexé.

L'auteur pose une histoire grecque fataliste qui en toute logique a amené au désastre actuel. Si le clientélisme et la mauvaise administration qu'elle dénonce ont conduit l'économie grecque au fond du gouffre, c'est un peu vite oublier que, dans toute l'Europe, les réductions budgétaires dans les programmes sociaux sont à l'œuvre: le dogme des 3% servant de paravent à la vente aux enchères de tout ce qui appartenait au public, donc à tous. Si le Grec profite du système, que dire du Portugais qui se gave entre deux fados désargentés des subventions européennes, l'Espagnol faisant évidemment la sieste sur un matelas d'or venant de la BCE, l'Italien détournant les fonds européens en roulant en Ferrari... en somme, tous les clichés des pays du sud pourraient y passer. Les seules données comparées qu'utilise notre essayiste proviennent de la Banque mondiale. Pratique quand on voit le VRP François Hollande vendre les entreprises françaises spécialisées dans le marché de l'eau lors de sa visite en Grèce.

## Le peuple grec n'est pas responsable

Aujourd'hui député PS de la Sarthe, Marietta Karamanli propose pour les Grecs une rigueur toute simple: ne pas taxer les plus riches mais frapper le

peuple en l'imposant. Pourquoi? Les propriétaires et professions libérales ne paieraient pas leurs impôts. Le discours ne sort pas des sentiers battus de la



caricature. La Grèce aurait vécu au-dessus de ses moyens? Évoque-t-elle les Jeux olympiques qui ont coûté treize milliards au pays en 2004? Si, en apparence, Karamanli semble se défendre des clichés hellénophobes, qu'on peut lire par exemple sous la plume de Michel Rocard, elle-même s'en prend aussi à ses congénères, regrettant que ce pays soit «un État et un peuple qui hésitent à aller de l'avant.» Elle ne parle pas des millions de chômeurs, des 40000 sans-abris, des gens qui cherchent de la nourriture dans les poubelles, des banques calcinées, des enrégés qui s'en prennent aux élus, du retour à la terre de milliers de citoyens. Elle n'évoque pas non plus le nouveau système D de redistribution de la nourriture, des centres de santé solidaires, de cette nouvelle solidarité qui dit: «Il ne faut laisser personne seul face à la crise». De nouvelles monnaies naissent dans tout le pays, et comme en Espagne, une campagne «Je ne paie pas» a été lancée pour refuser les coupures d'électricité. On se demande si le cinéaste Costa Gavras qui a signé la préface a bien lu le livre. Comme Marietta Karamanli, il lui manque certainement de vivre cette Grèce contemporaine-là. Costa Gavras demandait qu'on cesse d'humilier le peuple grec, ce n'est pas ce genre de livre qui y contribue. Il rappelle pourtant comment l'Allemagne s'est faite la championne des ventes de matériel militaire en direction d'Athènes, exige plus de discipline fiscale en s'appuyant sur la «Liste Lagarde», cette liste de 2000 noms de fortunes grecques qui ont placé du capital en Suisse. Costa Gavras pose la question: «Et maintenant que faire?» Ce n'est pas Lénine qui lui répond mais une députée socialiste sans autre réelle solution que celle des élites qui se sont vendues à la doctrine libérale.

Christophe Goby

1. Article de Nicholas Bell «Lettre de Paranesi», juin 2012, Les blogs du Diplôme.
2. Article de Gilles Lucas «Faut pas prendre les Hellènes pour des poires» CQFD Juin 2012.

## Cinéma

### THE ACT OF KILLING PAR JOSHUA OPPENHEIMER

Sortie le 10 avril 2013



Dans ce documentaire sur les massacres de masse perpétrés en Indonésie en 1965, le réalisateur a invité les bourreaux à s'impliquer directement dans

la réalisation d'un film et à inventer eux-mêmes le scénario. Le film est un mélange de récits, de scènes reconstituées comme l'incendie d'un village, et de réalité comme la participation au meeting d'une organisation paramilitaire toujours existante. Certaines scènes pourraient être grotesques: gangsters de pacotille qui se prennent à jouer les «durs» comme dans les films américains, scènes de soap opéra ou de «télé réalité». Mais ce sont d'anciens tueurs avec un vrai sentiment d'impunité. Tourné au nord de l'île de Sumatra, ils font partie de la pègre ou sont directeur actuel du journal local ou gouverneur de la province...

Le choix assumé du réalisateur est de filmer les bourreaux au risque de les rendre humains: avec leur famille, leurs cauchemars. Et c'est là où le malaise se crée, car il s'intéresse plutôt à la personnalité des assassins et leurs troubles mentaux, sans aborder explicitement le contexte politique qui entoure les auteurs du massacre.

Dans l'année 1965, plus d'un million d'Indonésiens ont été assassinés, parce que militants communistes du PKI ou accusés de l'être, ou parce que partisans du partage des terres. Et les membres des familles de ceux qui ont été tués ou arrêtés ont été persécutés pendant des années.

L'organisation paramilitaire que l'on voit dans le film, les Jeunesses patriotes, a été créée par l'armée après l'indépendance pour défendre l'idéologie nationaliste indonésienne. Sous la dictature de Suharto, l'organisation est devenue une association de voyous notoires et de petits délinquants qui faisaient le sale travail pour le compte du régime. Cette organisation, qui a toujours des liens étroits avec les différentes factions de l'armée et de la police, a des activités criminelles telles que le racket et l'extorsion. Aujourd'hui, à la Chambre des représentants, siègent 30 anciens membres dirigeants de cette organisation.

Actuellement, le gouvernement refuse toujours de reconnaître que ces massacres sont un crime contre l'humanité, malgré le rapport accablant de la Commission indonésienne des droits de l'homme.

Christine Schneider

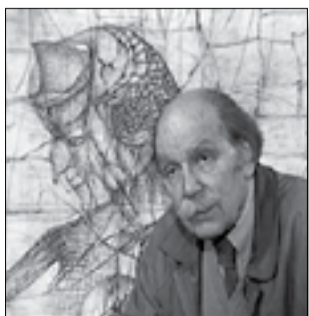
## EXPO

### FRED DEUX, «DESSINS BRUISSANTS, PENSÉES MURMURÉES»

Galerie Alain Margaron  
5 rue du Perche, Paris 3<sup>e</sup>,  
Jusqu'au 11 mai

Ancien FTP resté franc-tireur de l'écriture et du dessin, Fred Deux n'en finit pas d'étonner et de marquer son irréfragable insoumission. Bientôt nonagénaire et rescapé d'un très sérieux ennui de santé – sans guère s'en inquiéter pour en avoir vu d'autres, ne voilà-t-il pas qu'il a repris encre et crayons pour livrer l'ensemble tout neuf de planches et de poèmes que présente actuellement A. Margaron dans sa galerie et le livre accompagnant l'exposition. Ne voilà-t-il pas de plus que tous ceux qui suivent son œuvre depuis des décennies sont surpris des inflexions et des intonations jusqu'ici inconnues qu'il vient d'y ajouter récemment. Superbe et réconfortante exposition, qui rappelle les ressources inépuisables de la tache interprétée selon la leçon de Vinci, mais aussi l'esprit de jeunesse que porte en soi toute création authentique et libre.

Gilles Bounoure



## POLAR

### AU LIEU-DIT NOIR-ETANG...

Thomas H. Cook, Points, 7,60€  
1926 à Chatham, petite ville bien tranquille de la Nouvelle Angleterre, Henry, alors adolescent, se remémore l'arrivée de son nouveau professeur d'arts plastiques, Mlle Channing, qui va bouleverser sa vie à jamais. À lui, le fils du directeur de l'école, éduqué dans la droiture et sans amour, elle va faire découvrir la peinture, lui transmettre le goût de l'aventure, des voyages et lui apprendre que «la vie ne vaut d'être vécue qu'au bord de la folie». Il va être le témoin d'un amour adultère, passionnel et tragique, entre deux de ses professeurs et en faire des héros romantiques. Jusqu'aux dernières pages, le lecteur est tenu en haleine: quel drame s'est-il passé au lieu-dit Noir-Etang ce jour-là? Thomas Cook use du style romanesque des romans XIX<sup>e</sup> siècle pour plonger le lecteur dans une Amérique puritaine et austère, où toute vie en dehors des normes est condamnée sévèrement.

Béa Walylo



## POLAR

### BRUNETTI ET LE MAUVAIS AUGURE

Donna Leon, Calmann Lévy, 21,50€  
Le célèbre commissaire s'attaque encore aux vices de la société italienne, dans une affaire criminelle complexe, où le récit s'attarde, de façon fort agréable, dans les descriptions vénitienes. Une remarque accessoire: l'édition originale est de 2010, le bouquin a donc été terminé en 2009. Deux adolescents, les enfants du commissaire, dégoûtés par la vie politique italienne, se disent sensibles aux discours populistes de la Ligue du Nord. Depuis, la Ligue a montré qu'elle n'avait rien à envier aux partis traditionnels... et il est possible que, aujourd'hui, les ados du roman seraient séduits par Beppe Grillo.

Paul-Louis Thirard




**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE**

librairie  
la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com  
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43



## S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Hebdo	Hebdo + Mensuel	Désignation du compte à débiter	
Tarif standard <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	N° DE COMPTE	
J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :			
ORGANISME CRÉANCIER :			
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex			
Numéro spécial d'émetteur : 554755			
Titulaire du compte		Date : .....	
Nom : .....		Signature : .....	
Prénom : .....		Établissement teneur du compte	
Adresse : .....		Banque : .....	
Code postal : .....		Adresse : .....	
Ville : .....		Code postal : .....	
Mail : .....		Ville : .....	

Par chèque, à l'ordre de: NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €

### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



## IVG ET CONTRACEPTION

# Poudre aux yeux

Fin mars paraissait le décret répondant aux promesses du candidat Hollande : gratuité de la contraception pour les mineurs et remboursement à 100 % de l'avortement. Seulement, une fois au pouvoir, ce qui est mis en place répond assez mal aux besoins.

**C**e décret ne résout en effet que très partiellement les problèmes auxquels les femmes sont confrontées. Rembourser l'avortement, c'est bien... Mais ce que nous exigeons, c'est la gratuité, sinon le problème reste entier : l'avance des frais ! De plus, le nouveau décret ne prévoit pas le remboursement de l'échographie de datation ainsi que tous les actes médicaux liés à l'IVG. La situation actuelle rend toujours moins réel le droit des femmes à disposer de leur corps. L'information, l'accès à la contraception sont faibles. Le nombre de gynécologues baisse, les délais pour avorter restent trop courts, les centres d'IVG ferment... La clause de conscience permettant aux médecins de ne pas pratiquer l'avortement est maintenue, et la formation du personnel médical sur ces sujets reste minimale quand elle n'est pas tout simplement inexistante...

### Rien de nouveau sous le soleil...

La contraception des mineurs est gratuite et anonyme dans les Plannings familiaux depuis 1974. Hélas, il en reste peu. Dans les autres lieux, la gratuité sauce Hollande s'applique seulement aux filles, de 15 à 18 ans, et uniquement pour les pilules de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> génération, le stérilet et l'implant, alors qu'ils sont peu prescrits aux mineurs. Le décret exclut le préservatif, pourtant contraceptif le plus usité car protégeant des infections sexuellement transmissibles et du VIH.

Le décret introduit la notion d'âge « plancher » à 15 ans qui sème la confusion avec celle de majorité sexuelle, qui a été abolie. Et il impose de présenter la carte Vitale des parents en pharmacie... Vous avez dit anonymat ?

La lutte pour la gratuité et le libre accès à la contraception et à l'avortement doit donc plus que jamais continuer.

Naouel Peel

## TUNISIE

# Téléperformance, dégage !

Mission accomplie pour les syndicalistes de l'Union générale tunisienne du travail de Téléperformance : 80% des salariés de ce centre d'appel implanté se sont mis en grève du 1<sup>er</sup> au 3 avril derniers.

**D**epuis le 26 février, il règne dans l'entreprise un climat tendu. Ce jour-là, au terme d'un simulacre de conseil de discipline pour licencier deux salariés ayant respectivement 10 et 11 ans d'ancienneté, les délégués syndicaux ont entamé un « sit-in », occupant une salle du siège. Neuf jours durant, ils ont cessé de s'alimenter pour dénoncer l'arbitraire patronal (voir article dans *Tout est à nous !* N° 187). Immédiatement, un mouvement de solidarité s'est organisé pour soutenir le « sit in » des délégués syndicaux : brassards rouges, journées de grève de la faim se sont succédés sur les six sites que compte l'entreprise... Le 26 mars, au début du forum social mondial, des sections syndicales venues des quatre coins du monde sont venues saluer la mobilisation des « Téléperformance », et notamment le plus connu des syndiqués français des postes et télécommunications, le facteur Olivier Besancenot.

### La révolution bien présente

Outre l'annulation des licenciements abusifs, les salariés tunisiens exigent l'application d'une grille de qualification, qui prendrait en compte l'ancienneté dans les salaires. Ils réclament aussi l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité : sur les 5500 salariés de TP en Tunisie, 90 personnes sont atteintes de surdité du fait de leur exercice professionnel !

TP tente de tirer profit de la situation révolutionnaire en Tunisie pour accroître sa pression sur les salariéEs et empocher le jackpot. La nouvelle direction refuse par exemple de respecter les accords salariaux passés entre l'UGTT et l'ancienne direction. Cette grève massive montre qu'elle a sous-estimé la combativité des jeunes tunisiens, qui, forts de l'expérience révolutionnaire de 2011, ne se laissent plus marcher sur les pieds. Une syndicaliste de TP finissait d'ailleurs son discours par ces mots : « Si TP veut nous faire travailler comme des esclaves, alors nous lui répondrons comme à Ben Ali : Dégage ! »

Correspondante

## NO COMMENT

Je n'ai pas envie, demain, que si nous abandonnons le sérieux budgétaire, c'est-à-dire la réduction de la dette et des déficits, nous soyons dans les mains des marchés financiers

JEAN-MARC AYRAULT, PREMIER MINISTRE, au micro de RTL vendredi 12 avril

## L'homophobie n'est pas une opinion



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/THIBAUT BLONDIN

Depuis plusieurs mois, on assiste à une légitimation de l'homophobie par le débat autour du « mariage pour tous ». De la part des opposantEs, ce débat laisse penser qu'il est possible et même acceptable de défendre une discrimination légale à l'encontre d'une catégorie de la population, avec des arguments essentialistes sexistes, ou religieux (car sur ce sujet, il semble que la fameuse « laïcité républicaine » ne s'applique pas...).

**L**a conséquence concrète de cette libération de la parole homophobe en France, dans les médias et dans la rue, c'est l'explosion des appels reçus par la ligne d'écoute de SOS Homophobie. Le harcèlement psychologique subi par les lesbiennes et les gays, avec des injures collées sur les murs et en prime time à la télé, n'a pourtant pas provoqué de violences de leur côté. Les manifs pour l'égalité des droits sont restées joyeuses et positives. On ne peut pas en dire autant du camp de la haine, qui après les violences contre les Femen en novembre,

ont il y a quelques jours saccagé la devanture du Printemps des associations LGBT, événement annuel de l'inter-LGBT, et passé à tabac deux couples homosexuels. Le groupuscule d'extrême droite, le GUD, a également édité des visuels appelant à des agressions homophobes en marge des Marches des fiertés à venir.

### Réactions contre la réaction !

Lancée par Act-Up, la réaction a pris la forme mercredi 10 avril d'un rassemblement de masse à Paris contre l'homophobie. Avec une place de l'Hôtel-de-Ville noire de monde

(5000 personnes), preuve a été faite qu'il est possible de mobiliser massivement et très rapidement sur le sujet, puisque l'appel n'était sorti que l'avant-veille. Mais, face à ces violences, il ne suffira pas de rassemblements de réaction. Il faut développer, dans le mouvement LGBT et au-delà, l'autodéfense et la protection collective. Seule la solidarité active de notre camp social pourra constituer un réel barrage à la vague homophobe qui s'abat sur le pays, avec l'indulgence de ce gouvernement.

Chloé Moindreau

## BIEN DIT

S'il avait repris l'outil à Mittal, le gouvernement aurait pu faire de ce combat un exemple pour le monde ouvrier, mais il a plié devant la puissance financière de l'industriel (...) Florange sera son Gandrange à lui : un boulet qu'il va traîner jusqu'à la fin de son mandat.

OLIVIER WEBER, FONDEUR CHEZ ARCELORMITTAL dans le Parisien magazine vendredi 12 avril

## Le chiffre

# Entre 1,2 et 1,8 milliard d'euros

C'est ce que coûterait la dépollution du site de Florange s'il venait à fermer (chiffres tirés du Monde diplomatique et cités par le site terraeco.net). 220 euros par mètre carré pour accueillir d'autres activités économiques ou 330 euros par mètre carré si on veut y construire des logements. Encore une fois, qui paiera les dégâts ?

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Numéro ISSN: 1969-8178  
Commission paritaire: 0414 P 11508  
Tirage: 6500 exemplaires  
Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC). SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication: Ross Harold  
Secrétaire de rédaction: Manu Bichindaritz  
Rédacteur graphiste: Ambre Bragard  
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®